bimensuel
n°: 20
20 Janvier 1978
5 f/F. 35 f/B. 3 f/S.

INPRECOR

INTERCONTINENTAL - PRESS

PS-PCF
ni Union de la Gauche ni Programme Commun

bimensuel
n: 20
20 Janvier 1978
5 f/F. 35 f/B. 3 f/S.

INPRECOR & INTERCONTINENTAL - PRESS

Voici le premier numéro de notre nouvelle formule, résultat de la fusion d'« Inprecor » et d'« Intercontinental Press ».
D'autres modifications seront apportées à la fabrication d'« Inprecor/Intercontinental Press ». Elles justifient une légère augmentation de nos tarifs qui est détaillée ci-dessous.
Plus que jamais, le soutien de nos lecteurs est indispensable au développement de notre publication internationale.

Abonnement

1 an (25 numéros)
80 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada : 30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la rédaction
Versement : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à « Inprecor ».

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....
.....
.....
PAYS .....

Découper ce bulletin et le retourner à « Inprecor » accompagné d'un chèque.
Boîte postale 57, 93101 Montreuil Cedex France.

Sommaire

INDOCHINE
Une guerre criminelle
page 3 Bureau du SU de la IVe Internationale

FRANCE
Le plan d'austérité Giscard-Barre quinze mois après
page 5 Pierre Julien
PS-PC : ni Union de la gauche ni programme commun
page 8 Jean-Claude Bernard
page 12 La campagne de la LCR

FEMMES
Le pacte de la Moncloa, le PCE et les femmes
page 13 Jacqueline Heinen

MOYEN-ORIENT
La paix façon Begin-Carter-Sadate
page 16 Michel Warshawsky

AUSTRALIE
La victoire de Fraser annonce de mauvais jours pour les travailleurs
page 21 Jim McIlroy & Ron Poulsen

BANGLADESH
Le testament d'Abu Taher : la révolution inachevée
page 24 Ernest Harsch

ARGENTINE
Le spectre du "cordobazo"
page 29 Nahuel Moreno

Inprecor, Boîte postale 57, 93 101 Montreuil Cedex France
Directeur de publication : Jean-François Godchau, imprimé par Rotographie (Montreuil).
Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés reflètent les propositions du secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les affrontements entre le Vietnam et le Cambodge

Une guerre criminelle

Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Le Vietnam et le Cambodge viennent de s'opposer en un conflit frontalier meurtrier. Il reste difficile de savoir quelle fut l'ampleur réelle des affrontements qui se sont produits et quel est l'état exact de la situation militaire sur le terrain. Mais nul ne saurait pour autant sous-estimer la gravité politique de ces confrontations.

Les premiers incidents de frontière entre les deux pays remontent au lendemain même de la défaite impérialiste en Indochine et n'ont jamais durablement cessé depuis. Ce fait, déjà monstrueux en lui-même, était connu avant les récents événements : deux peuples qui avaient longtemps lutté conjointement contre un ennemi commun étaient engagés dans des combats fratricides. Le conflit vietnamo-cambodgien prenait une nouvelle dimension politique le 31 décembre 1977. La radio cambodgienne annonçait la "rupture temporaire" des relations diplomatiques entre le Kampuchea et le Vietnam ; elle dénonçait à cette occasion "l'invasion de son territoire" par les forces armées du Vietnam et les "crimes" qu'elles auraient commis contre les ressortissants cambodgiens, allant jusqu'à comparer le régime de Hanoï à celui de l'Allemagne hitlérienne. Peu après, le gouvernement vietnamien publiait une déclaration dans laquelle il dénonçait à son tour les "atrocités" que les troupes cambodgiennes auraient perpétrées à plusieurs reprises sur son territoire ; il affirmait agir en état de "légitime défense" et réclamait l'ouverture immédiate de négociations pour régler le différend frontalier. La profondeur du fossé séparant aujourd'hui deux régimes, pourtant issus de luttes conjointes de libération, apparaissait ainsi brutalement au grand jour.

Les conséquences de ce conflit vietnamo-cambodgien ne sauraient être sous-estimées. Il crée une situation qui pourrait dégénérer en une confrontation militaire plus importante. Son coût humain et matériel pour les populations du Vietnam et du Kampuchea est d'ores et déjà exorbitant, alors que celles-ci doivent faire face aux terribles difficultés léguées par le passé pré-colonial, par un siècle de domination française et plus de trois décennies de guerres impérialistes. Ce conflit peut porter un coup sérieux aux luttes révolutionnaires en cours dans le sud-est asiatique, notamment en Thaïlande, après que la défaite subie par l'impérialisme en Indochine eut ouvert une période favorable à leur développement.

Ses conséquences internationales peuvent s'avérer elles aussi graves. La lutte des peuples indochinois contre l'impérialisme américain avait largement contribué à faire perdre de son crédit politique et de sa légitimité morale à Washington. La crise vietnamo-cambodgienne apporte aujourd'hui une aide non négligeable à l'opération de Carter visant à redorer le blason de l'impérialisme américain. Depuis la victoire des luttes de libération au Vietnam, au Laos et au Kampuchea, en 1975, la presse bourgeoise internationale s'est emparée de toutes les mesures bureaucratiques et antidémocratiques prises par l'un ou l'autre régime pour alimenter sa campage anticommuniste. Ce fut tout particulièrement le cas en ce qui concerne le Cambodge dont les dirigeants ont adopté de brutales mesures de répression sociale de masse. Maintenant, les mass media se sont saisies du différend frontalier entre le Vietnam et le Kampuchea pour discréditer encore plus le combat révolutionnaire, l'internationalisme et la lutte pour le socialisme.

Sans tenir compte de l'histoire du mouvement ouvrier international des 50 dernières années, il est impossible de comprendre comment un tel conflit a pu naître entre deux régimes se réclamant du socialisme. Il illustre en effet de façon dramatique le prix terrible que les travailleurs continuent à payer pour la victoire du stalinisme en URSS et dans le mouvement communiste international. Le stalinisme, attaché à la défense des intérêts nationaux étroits de la bureaucratie du Kremlin au nom de la "théorie" du "socialisme dans un seul pays", a provoqué la destruction de la IIIe Internationale en enterrant le programme de la révolution mondiale : l'internationalisme révolutionnaire sur la base duquel le Komintern avait été fondé après la victoire d'Octobre 1917. L'une des conséquences les plus pernicieuses de cette dégénérescence fut, dans les pays qui avaient renversé le capitalisme, l'abandon d'une véritable coopération internationaliste et le développement des rivalités nationales. Cette tendance fut illustrée de façon

exemplaire par la domination du Kremlin sur l'Europe orientale et par l'éclatement du conflit sino-soviétique. Sans ce triomphe de l'idéologie stalinienne du "socialisme dans un seul pays", l'acuité de la confrontation vietnamo-cambodgienne serait inconcevable.
Le conflit sino-soviétique a d'ailleurs joué un rôle direct dans la dégradation des rapports entre le Vietnam et le Cambodge. La responsabilité propre de Moscou et de Pékin doit être soulignée. Hier, au nom de la "coexistence pacifique", la direction soviétique s'est refusée à fournir aux peuples d'Indochine le type de soutien qui aurait permis de mettre un terme rapide à l'escalade américaine et aurait considérablement réduit le coût d'une épuisante lutte de libération contre l'impérialisme le plus puissant du monde. Plus, jusqu'à la dernière minute, Moscou s'est refusé à rompre avec le régime fantoche de Lon Nol au Cambodge, par crainte des sympathies pro-chinoises de Sihanouk et des Khmers rouges. Quant au PC chinois, il a dernièrement couvert l'orientation bureaucratique et nationaliste de l'actuelle direction cambodgienne afin de s'opposer au renforcement de l'influence vietnamienne dans la région.

Aux yeux de Pékin, les dirigeants vietnamiens sont coupables de s'être refusés à condamner le "social-impérialisme" russe comme "l'ennemi principal des peuples du monde". Les directions soviétique et chinoise couvrent toutes les deux leur "allié" dans le conflit vietnamo-cambodgien, au nom de leurs propres intérêts nationaux étriqués de bureaucratie d'Etat.

Le poids international du stalinisme et la formation stalinienne des directions vietnamienne et cambodgienne expliquent pour une part l'ampleur du réveil des nationalismes en Indochine. Du fait aussi des antagonismes historiques exacerbés volontairement par l'impérialisme, du moule façonné par plus de trente années de luttes de libération nationale longtemps isolées et, aujourd'hui, en raison des déformations bureaucratiques profondes qui caractérisent ces régimes, aucune des directions – vietnamienne, laotienne ou cambodgienne – n'a échappé à cette évolution. Le rejet de principe par la direction cambodgienne de toute forme de coopération réelle entre les trois pays indochinois, la fermeture des frontières du pays, le nationalisme exacerbé qui caractérise son orientation politique en sont l'expression la plus extrême et sont certainement pour une part dans la violence du conflit actuel. Mais chacun de ces régimes est caractérisé – bien qu'à des titres divers – par de profonds traits nationalistes.

A l'heure où les partis "eurocommunistes" viennent renforcer les illusions réformistes dans les "voies nationales au socialisme", le danger est grand de voir l'Indochine, après avoir été un ferment d'internationalisme pour des générations politiques, devenir le symbole d'un triomphe prétendument inévitable des chauvinismes nationaux. Il faut au contraire lutter sans relâche pour la renaissance d'un véritable internationalisme révolutionnaire et donc œuvrer à la construction de son instrument irremplaçable : l'Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste.
Il faut affirmer qu'il en va de l'intérêt des masses travailleuses indochinoises qu'une coopération croissante à tous les niveaux – économique, militaire et politique – s'engagent entre le Vietnam, le Cambodge et le Laos : c'est ainsi qu'ils pourront rassembler leurs forces face à l'impérialisme en vue de relever leurs ruines.

Cependant une telle coopération ne saurait être imposée ; les structures fédératives qui lui sont nécessaires ne peuvent naître que de la mobilisation révolutionnaire des masses indochinoises dans le strict respect des droits des minorités à disposer d'elles-mêmes. C'est en cela que la lutte pour l'internationalisme est intimement liée au combat pour l'établissement d'une véritable démocratie socialiste au Vietnam, au Kampuchea et au Laos, pour l'instauration du pouvoir des conseils ouvriers et paysans dans des Etats-Unis socialistes d'Indochine. Aucune des directions indochinoises ne peut avancer un tel programme de démocratie socialiste.

Mais la question la plus urgente qui est aujourd'hui posée par l'éclatement de ce conflit est celle de l'arrêt immédiat des affrontements armés. Il est encore impossible de porter un jugement définitif sur les responsabilités directes qui incombent aux diverses parties en cause dans la dégradation du différend frontalier entre le Vietnam et la Cambodge. Le monopole total exercé sur l'information par chacun des régimes et leur pratique systématique de la diplomatie secrète – qui vont toutes deux à l'encontre des traditions léninistes – constituent évidemment un obstacle de taille dans cette voie. Mais ceux qui ont pris hier et prendraient demain l'initiative de l'usage des armes devront en porter la responsabilité devant les masses indochinoises et le mouvement ouvrier mondial.

Il est criminel d'engager les populations vietnamienne et cambodgienne dans des affrontements sanglants au nom d'un différend frontalier, et le tout au nom du socialisme ! L'usage des armes doit être banni du règlement d'un tel problème. La question frontalière doit être réglée par la voie d'une négociation menée de manière ouverte et publique.

Le 16 janvier 1978

Pierre JULIEN

Le plan d'austérité Giscard-Barre quinze mois après

Une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, un chômage massif, des profits qui grimpent : 1977 aura été un «bon cru» pour les capitalistes français.

Le Premier ministre français, Raymond Barre, a récemment déclaré devant la presse économique et financière : "Nous sommes parvenus à arrêter les évolutions préoccupantes qui se manifestaient dans l'économie française et celle-ci, lentement, commence à remonter la pente". Quinze mois après le lancement du plan d'austérité en France, ce bilan d'autosatisfaction n'est pas partagé par tous les économistes de la bourgeoisie.

Un point, cependant, fait l'unanimité. Pour la première fois depuis vingt ans, un gouvernement a réussi à faire baisser le pouvoir d'achat des travailleurs sans se heurter à une vague de conflits qui le menace politiquement. C'est le premier bilan qu'il convient de tirer de quinze mois d'austérité et d'une politique salariale, en 1977, qui visait fondamentalement à rétablir un équilibre auparavant défavorable au capital dans le partage de la valeur ajoutée.

Les plus gros groupes ont généralement connu un accroissement d'environ 50% de leurs bénéfices, la revue "Economie et politique" (1) estimant, en moyenne, à 40 % l'augmentation du profit des trusts. Le mouvement se poursuit d'ailleurs manifestement pour l'année 1977. Durant les six premiers mois, en effet, les bénéfices ont été très importants, les directions des grandes entreprises soulignant généralement que l'année 1977 serait un "bon cru" pour leurs profits.

Baisse de 2% du pouvoir d'achat

Parallèlement, le pouvoir d'achat des salariés a dû subir un très net coup de frein. Alors que celui-ci, sur la base de l'indice "officiel" des prix, avait augmenté, en moyenne, d'environ 5% de 1971 à 1976, il a stagné, voire diminué pour certaines catégories en 1977. Les revenus les plus bas ont continué de voir leur pouvoir d'achat augmenter sensiblement : le SMIC (2) est passé de 8,94 F de l'heure à 10,06 F du 1er décembre 1976 au 1er décembre 1977, soit un accroissement de 12,4%. Même en tenant compte de la baisse de la durée du travail, les "smicards" auront conservé leur pouvoir d'achat cette année.

A l'inverse, les fonctionnaires par exemple, n'auront gagné du 1er janvier 1977 au 1er décembre 1977 que 8,6% de plus, alors que l'inflation, dans le même temps, selon l'indice officiel, aura grimpé de plus de 9%. De façon générale, d'ailleurs, il semble que les salariés du secteur public, du fait de strictes consignes du gouvernement au cours des négociations salariales, aient plus été victimes que ceux su secteur privé de la police des salaires instaurée par le Premier ministre.

Il faut néanmoins ajouter deux correctifs décisifs à ce constat. Premièrement, l'indice officiel des prix est très contesté en France, en particulier par les organisations syndicales. La CGT publie régulièrement son propre indice qui donne des résultats fort différents de l'indice gouvernemental. En un an (novembre 1976 à novembre 1977), la différence est de 2%, l'indice CGT faisant apparaître une inflation, au cours de cette période, d'environ 11;5% contre 9,5% pour le gouvernement. L'essentiel des négociations salariales se faisant sur la base du seul indice gouvernemental, on imagine la perte qui en résulte pour les travailleurs.

Deuxièmement, et c'est peut-être le plus important, même si globalement, les syndicats ne mesurent qu'à environ 2% la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs en 1977 (sur la base des indices de prix syndicaux), cela ne reflète pas l'appauvrissement global des travailleurs, dans la mesure où les statistiques sur le pouvoir d'achat n'incluent pas ceux qui ont perdu leur travail. Si l'on rapportait la croissance de la masse salariale augmentée des prestations-chômage aux effectifs employés augmentés des chômeurs, on constaterait alors, eu égard à l'inflation, une baisse moyenne du pouvoir d'achat encore plus nette.

Pas de reprise durable en vue

Cette apparente victoire contre les travailleurs ne semble cependant pas permettre, dans l'état actuel des choses, une reprise durable et non inflationniste de l'accumulation du capital. Les prévisions concernant la formation brute de capital fixe, en 1977, ont été constamment révisées en baisse par les services économiques du gouvernement. D'après les dernières

informations dont on dispose, il semblerait que l'investissement productif, en 1977, n'ait progressé que de 2%, contre une prévision initiale de 4%. Globalement, l'indice de commandes d'équipement effectivement réalisées n'a toujours pas dépassé le niveau le plus haut atteint en 1974, après une éphémère flambée à la fin de 1975.

Cette stagnation de l'investissement, combinée à un effritement de la consommation en raison de la politique salariale draconienne, explique la faiblesse de la croissance française.

La production industrielle (hors bâtiment) était à l'indice 123 à la fin du mois d'octobre 1976 et, surtout, 129 en juillet-août 1974... Quant au Produit national brut, il progressera en 1977, d'environ 3%, soit quelques points de moins que celui des principaux pays industrialisés, à l'exception de l'Italie et de la Grande-Bretagne.

Paradoxalement, dans la conjoncture présente, la presssion sur le pouvoir d'achat réduit la perspective de débouchés et conduit à un alourdissement relatif des charges des entreprises qui continuent à "gérer" des effectifs et des capacités de production sous-utilisés. Dans ces conditions, la croissance et l'investissement sont "cassés" et le taux de profit n'augmente pas suffisamment. Il faut ajouter que la perspective d'une victoire de la gauche aux élections incite certains patrons à retarder des programmes d'investissement et à placer leurs capacités dans des valeurs-refuges immédiatement plus rentables.

Faiblesses du capitalisme français

Pourquoi, dans ces conditions, la compression du marché intérieur n'est-elle pas compensée par une augmentation des débouchés extérieurs ? Il semble que le capitalisme français, sans doute par manque de "restructuration" suffisante, soit en train

28 avril 1977 à Paris : manifestation contre l'austérité.

Finalement, quinze mois de "politique d'austérité" n'auront pas permis d'amorcer un redressement sensible de l'accumulation. Pour des raisons tenant essentiellement à un rapport des forces entre les classes qui ne s'est pas détérioré au détriment du prolétariat, le patronat français n'a pu mener de front un regonflement de ses profits, une augmentation significative du taux d'exploitation et les "restructurations" nécessaires à un "redéploiement industriel" face aux nouvelles données de la concurrence interimpérialiste.

de perdre un précieux terrain par rapport à ses principaux concurrents. La balance commerciale française, qui avait retrouvé l'équilibre en 1975, est de nouveau fortement déficitaire en 1976 et 1977.

De 23 milliards de francs en 1976, le déficit ne sera ramené qu'à environ 15 milliards en 1977. Encore convient-il de préciser que cette amélioration toute relative, tient à une stagnation des importations liée à la faiblesse de la demande in-

térieure. De façon plus globale, les exportations, en volume, n'ont progressé que de 15% depuis le milieu de l'année 1974. Certes, l'économie française dispose d'un solde commercial hors énergie qui est positif (de près de 20 milliards) et sensiblement plus important qu'avant la crise. Mais cette petite percée exportatrice est loin de suffire à compenser la "note pétrolière" (60 milliards en 1976). L'amélioration des échanges industriels extérieurs, au cours des années récentes, s'explique exclusivement par le développement des exportations vers les marchés autres que ceux des pays impérialistes : OPEP, pays de l'Est, etc.

La situation des échanges industriels ne fait que se dégrader vis-à-vis des principaux pays industrialisés. En 1976, le déficit des échanges était de près de 30 milliards à l'égard des pays de l'OCDE. Cette situatuon et l'endettement croissant du pays à l'égard de l'étranger qu'elle entraîne explique la lente détérioration de la monnaie française. En dix-huit mois, mai 1976-novembre 1977), le franc a perdu 17,4% de sa valeur par rapport au mark et 17,5% par rapport au franc suisse.

23,5% de chômeurs de plus en 15 mois

Ne parvenant pas à trouver à l'extérieur les débouchés qu'il a volontairement réduits à l'intérieur, le capitalisme français s'est installé durablement dans une situation de "stagflation" classique caractérisée par le progression combinée du chômage et de l'inflation. Sur ces deux plans, on peut dire, sans même être contredit par la plupart des "observateurs économiques" que le plan d'austérité du Premier ministre Barre est un échec patent. Ce dernier s'est pourtant récemment félicité d'une certaine tendance à la baisse des statistiques de demandeurs d'emploi. E, novembre 1977, en effet, le nombre des chômeurs inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (3) a baissé de 2,2%. Il n'empêche qu'en quinze mois d'austérité la progression a été spectaculaire : + 23,5 % ou encore, 600 chômeurs de plus par jour... Quant aux offres d'emplois, elles ont baissé de 7%, de novembre 1976 à novembre 1977.

L'amélioration "statistique" du chômage en France tient, en fait, à deux raisons. La première c'est que le gouvernement a lancé, en juillet dernier, un vaste programme pour l'emploi des jeunes qui incitait les entreprises – en les exonérant de charges sociales pour un an – à embaucher des jeunes travailleurs de moins de 25%. Ces embauches, toutefois, sont garanties. Elles dégonflent momentanément le marché du travail. La deuxième raison, c'est que les services administratifs de l'ANPE ont reçu des directives pour ne plus inscrire comme demandeurs d'emploi certains types de chômeurs qui, auparavant, figuraient sur les listes.

En réalité, les syndicats annoncent un chiffre de chômeurs largement supérieur à celui officiellement établi par l'ANPE. La CGT parle de 1 600 000 chômeurs, en ajoutant aux chiffres officiels tous ceux et toutes celles qui recherchent un emploi sans pour autant être inscrits à l'Agence nationale. Encore faut-il ajouter qu'à côté du chômage total, le chômage partiel a eu tendance à se développer : 64 000 personnes avaient été touchées de mai à octobre 1976; 185 000 le furent de janvier à avril 1977.

Enfin, 60 000 départs de travailleurs immigrés ont été enregistrés en 1976 et les chiffres de 1977 ne seront pas inférieurs du fait qu'une loi destinée à favoriser leur départ a été adoptée.

Cette détérioration profonde de l'emploi s'accompagne d'une persistance de tensions inflationnistes plus vives que dans la plupart des autres grands pays capitalistes. Lors du lancement du plan d'austérité, le gouvernement français avait annoncé que son objectif, pour l'année 1977, était une hausse maximum des prix de 6,5%. Bien qu'on ne connaisse pas encore le chiffre du mois de décembre, la hausse avoisinera probablement 9,5% selon l'indice "officiel", les prix alimentaires, à eux seuls, ayant augmenté de 14%. Or ces derniers produits constituent, on le sait l'essentiel du budget des familles populaires.

Pourtant, les patrons ne pourront arguer pour cette année d'une hausse du cours des matières premières : c'est la tendance inverse, au contraire, à laquelle on a assisté. Depuis le mois de mars dernier, le prix des matières premières industrielles comme alimentaires a connu une chute spectaculaire avoisinant 25%. Dès lors, l'inflation ne peut être ni rapportée à des tensions sur le marché de la consommation – absence de débouchés suffisants pour les entreprises – ni à des tensions sur les coûts des entreprises — freinage des salaires et baisse du prix des matières premières.

Il s'agit, en fait, d'une inflation caractéristique de la crise actuelle du capitalisme français. Ne pouvant, pour le moment, imposer une défaite politique suffisamment grave à la classe ouvrière pour restaurer de manière significative leurs taux de profits – par une élévation qualitative du taux d'exploitation – les patrons tentent de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit par des hausses de prix. Le capitalisme français apparaît plus que jamais englué dans ses contradictions.

NOTES

1) Revue économique mensuelle du Parti communiste
2) Salaire minimum interprofessionnel de croissance
3) Organisme public qui a le monopole de l'inscription des chômeurs officiellement recensés, qui est chargée de centraliser les demandes et les offres d'emploi et de placer les demandeurs d'emploi.

Raymond Barre, Premier ministre de Giscard.

Ernest HARSCH

Le testament d'Abu Taher : la révolution inachevée

Un article récent éclaire les journées révolutionnaires de 1975. Il relate le rôle qu'y joua un militant socialiste, pendu plus tard en criant : «Vive la révolution!»

La campagne pour les prochaines élections législatives des 12 et 19 mars 1978 est déjà lancée.

A droite c'est la "désunion sacrée" : les gaullistes du Rassemblement pour la république (RPR), emmenés par Jacques Chirac, viennent de rompre l'engagement qui les liait à leurs partenaires de la "majorité présidentielle" de Giscard d'Estaing. Ils les accusent d'avoir secrètement constitué un front destiné à faire pièce à leur hégémonie au sein de la droite. Le RPR a donc annoncé qu'il reprenait sa liberté de présenter des candidats où bon lui semblerait sans se soucier de la convenance des trois autres partis avec lesquels il avait signé voilà peu une plate-forme électorale.

A gauche, l'alliance conclue par le Parti socialiste et le Parti communiste français lors de la signature du Programme commun de gouvernement en 1972, après avoir cédé le pas à la compétition acharnée qui devait mener à la suspension des négociations de réactualisation de ce programme, vient de se transformer en division ouverte. Le PS a publié sa propre version du programme commun sur laquelle il fera campagne aux élections législatives. Le PCF s'apprête à faire de même. En attendant, il vient de décider, lors de sa conférence nationale des 7 et 8 janvier dernier, de ne prendre aucune position en ce qui concerne sons désistement en faveur d des candidats du PS au 2e tour de ces élections, avant de connaître son propre score. La crise est donc là et bien là : il n'y a plus ni union de la gauche, ni programme commun.

° ° °

En mars 1977, l'Union de la gauche, la coalition regroupant le Parti communiste, le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche, remportait les élections municipales. Tous les sondages d"intention de vote indiquaient une majorité absolue pour les organisations ouvrières. La poursuite par le gouvernement Giscard-Barre de sa politique d'austérité ne faisait qu'accentuer le discrédit du bloc au pouvoir. Dans cette situation, les organisations syndicales organisaient une grève nationale le 24 mai qui, malgré son absence de perspectives était marquée par les manifestations de rue les plus massives depuis mai 1968. La manière dont la bourgeoisie se préparait à l'éventualité d'une arrivée de l'Union de la gauche au gouvernement a été fournie par Giscard d'Estaing lui-même qui vient d'écrire : "Le succès de l'opposition aux élections municipales en accréditant la probabilité de sa venue au gouvernement transformait la nature du Programme commun : de simple plate-forme que l'opinion accueille toujours avec un septicisme éprouvé, il devenait le "journal officiel" des décisions qui seraient prises par le gouvernement en cas de succès de l'opposition." Le septicisme éprouvé de l'opinion, dont parle Giscard, c'est celui des banquiers et autres patrons assurés de la pérennité de leur domination.

Sans qu'aucune épreuve décisive de la lutte des classes n'ait été traversée par la classe ouvrière, la campagne des élections législatives s'ouvre dans une situation politique modifiée, à la suite de la division qui s'est installée entre le PC et le PS. La crise entre le PC et le PS est devenue la préoccupation majeure de la classe ouvrière à laquelle ses organisations avaient promis le changement par le succès électoral du Programme commun signé par le PC, le PS et les radicaux de gauche.

La reconstruction du PS grâce à l'alliance avec le PCF

En signant en 1972 le Programme commun, le PS effectuait un tournant politique qui rompait avec la tactique des 25 années précédentes. En concluant un accord de collaboration de classes qui pouvait impliquer la participation du PC au gouvernement, le PS répondait à un objectif clairement indiqué par François Mitterrand : il s'agissait de reconquérir, dans une période de montée des luttes ouvrières, le terrain occupé par le PC. Le bilan de ces cinq dernières années montre que le but du premier secrétaire du PS a été largement atteint. En 1972, le PS était minoritaire électoralement par rapport au PC et ne disposait que de minces appuis syndicaux grâce à son poids dans le Fédération de l'Education nationala (FEN) et dans la centrale syndicale très minoritaire regroupant les travailleurs les moins conscients, Force ouvrière (FO).

En 1978, le PS a largement dépassé le PC en poids électoral puisque les intentions de vote le situent aux environs de 27% alors que le PC stagne à son niveau de 1967, soit 21 %. De plus, le PS a commencé à conquérir une nouvelle implantation en gagnant la majeure partie de l'appareil de la deuxième centrale syndicale, la Confédération française démocratique du travail (CFDT).

Cette forte croissance du PS a été accentuée par la possibilité de son succès électoral. L'espérance d'une accession du PS au gouvernement – et des prébendes qui en découlent – a entraîné l'afflux de nouveaux adhérents, issus de l'appareil d'Etat, très pressés d'occuper des fonctions en son sein. Même si le PS a réussi à gagner des cadres syndicaux, la couche dirigeante de ce parti est différente de la bureaucratie traditionnelle de l'ancienne SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) qui provenait largement de la bureaucratie syndicale jusqu'aux années 50.

Les origines fort diverses des militants du PS et les tensions politiques ont créé des problèmes qui ont jusqu'à présent été maîtrisés par l'autorité de François Mitterrand. Ses deux participations à une campagne présidentielle ont conféré au personnage un poids politique particulier dans les institutions de la Ve République. Sa stature de dirigeant d'organisation ouvrière a été fabriquée par le Parti communiste lorsque celui-ci fi appel à lui pour être le candidat unique de la gauche en 1965. A cette époque, François Mitterrand n'était que l'animateur d'un groupuscule bourgeois qui faisait une cure d'opposition après avoir été ministre dans la quasi totalité des gouvernements de la IVe République.
C'est grâce à l'audience que François Mitterrand conquit en 1965 que celui-ci put, quelques années plus tard, adhérer au parti socialiste pour en devenir immédiatement le premier secrétaire et présider à la reconstruction de la social-démocratie française. Le parti socialiste espérait bien recueillir les fruits de sa nouvelle position acquise dans le mouvement ouvrier. La réactualisation du Programme commun était pour le Parti socialiste l'occasion de manifester le nouveau rapport de forces qui s'était instauré entre lui et le PC. En décrétant que ce serait "non, non et non" aux propositions du PC, François Mitterrand entendait signifier qu'il était le maître du jeu : ce faisant, il indiquait à la bourgeoisie qu'il était le mieux placé pour endiguer, par-delà les propositions du PC, les revendications de la classe ouvrière. En même temps, il signifiait aux travailleurs que l'heure était aux choix "raisonnables" qu'impose la gestion d'un régime capitaliste en crise.

Alors que le PS, il y a cinq ans, ne parlait que d' "autogestion" et de vouloir "changer la vie", l'approche des responsabilités gouvernementales craquelait ce vernis démagogique. Tout au long des derniers mois, le PS se refusa à inscrire à son programme les revendications syndicales concernant l'augmentation du salaire minimum, n'acceptant celles-ci qu'en janvier 78 devant la popularité de cette exigence revendicative.

Pour mener à bien sa politique de collaboration de classes et continuer à se développer, le PS a à la fois besoin de maintenir une alliance avec le PC et de continuer à passer des accords avec la bourgeoisie. C'est pourquoi le PS évite tout affrontement direct avec Giscard en suppliant celui-ci de conserver un rôle d'arbitre dans la campagne électorale, afin de se ménager des possibilités de collaboration dans le cas d'une accession au gouvernement.

C'est pourquoi le PS tient, à bout de bras, le petit parti bourgeois du Mouvement des radicaux de gauche. Afin d'occuper le maximum de terrain électoral face au PC, le PS a négocié avec ce parti bourgeois un accord de répartition des circonscriptions. Dans la grande majorité des cas, le PS n'aura pas à souffrir de la concurrence des radicaux de gauche qui appelleront les défenseurs de la propriété privée à voter pour le PS. Mais, en contrepartie, le PS a cédé trente circonscriptions sûres qui assurent les radicaux de gauche de disposer d'un groupe parlementaire dans la prochaine Assemblée nationale.

Ce petit parti bourgeois sera ainsi surreprésenté au Parlement et disposera des moyens institutionnels lui permettant de jouer le rôle de groupe charnière quelle que soit l'issué des prochaines élections.

C'est une opération politique que le PS n'avait pas tenté lors de la précédente campagne électorale parce qu'il était à l'époque, trop faible. Cinq ans d'alliance dans la cadre de l'Union de la gauche lui ont permis de se reconstruire et d'être aujourd'hui suffisamment fort pour fabriquer une organisation bourgeoise au nom de laquelle il justifiera demain de nouveaux reniements.

L'échec de la tactique du PCF

Six ans après la signature du Programme commun, le bilan est lourd pour la direction du PCF.

Le PC a enregistré un échec sur le terrain électoral, ayant dû céder la première place au PS. Pour la direction d'un parti qui s'était prévalu d'être le premier parti de France de 1945 à 1958, puis le premier parti ouvrier, c'est là un échec sévère en raison de l'éducation électoraliste fournie à la majeure partie des cadres du PC.

Le PC a aussi enregistré un échec sur le terrain de l'encadrement des luttes de la classe ouvrière. Depuis 1968, le monopole politique qu'exerçait le PC sur la classe ouvrière est remis en question. Il ne peut empêcher un enracinement croissant de l'extrême-gauche révolutionnaire parmi les travailleurs, comme en témoigne la progression des oppositions de lutte de classe dans les syndicats. Mais le PC n'a pas non plus réussi à empêcher la constante progression de la CFDT, à direction socialiste, dont les effectifs ont crû de près de 50% depuis 1968, alors que la CGT stagne au cours de cette même période.

La signature du Programme commun a certes permis au PC de disposer d'un débouché politique crédible fondé sur la collaboration de classes. Le PC a pu ainsi différer les affrontements sociaux et politiques avec le gouvernement, au nom de ce débouché politique. Mais le cadre politique constitué par l'Union de la gauche n'a pu enrayer la perte d'influence du PC sur la classe ouvrière. Ce double échec du PC le place dans une situation difficile. Dans un rapport de forces électo-

ral défavorable vis-à-vis du PS, il peut devenir en cas d'accession au gouvernement, une simple force d'appoint ne disposant pas des avantages institutionnels qu'une organisation réformiste gagne en occupant l'appareil d'Etat bourgeois. Perdant son monopole politique sur la classe ouvrière, il traverse une véritable crise d'identité par rapport à son histoire stalinienne qui en avait fait le seul parti de la classe ouvrière.

Ces difficultés, liées à la place qu'occupe le PC dans la classe ouvrière française, sont aggravées par l'approfondissement de la crise du stalinisme. Les échecs rencontrés par la direction du PC ne peuvent plus être justifiés par les nécessités de l'obéissance aux directives de Moscou comme au temps de l'apogée du stalinisme. La direction du PC doit rendre compte à ses militants de l'application concrète de son orientation dans le cadre des frontières nationales. En ce sens, les choix tactiques du PC sont de plus en plus déterminés par les impératifs nationaux qui fondent sa politique de collaboration de classe et qui permettent à son appareil de se maintenir comme bureaucratie ouvrière. Les éches rencontrés par la direction du PCF sont sufisamment sévères pour qu'on puisse les considérer comme les facteurs du changement de tactique du PCF sans rechercher une hypothétique "main de Moscou".

Le PCF a donc décidé de changer la tactique qui avait abouti à la reconstruction du PS à son détriment. La question cruciale pour lui est celle du rapport de forces à l'intérieur du mouvement ouvrier. Après avoir mené une polémique de deux mois au cours de laquelle le PC a accusé le PS d'avoir tourné à droite, le secrétaire général du PC, Georges Marchais, a présenté, au cours d'une conférence nationale en janvier l'enjeu des élections de mars 78 : "Le choix offert aux Français est donc clair. Ou bien, le 12 mars au soir, le Parti communiste ne disposera pas d'un soutien suffisant et quels que soient ceux qui dirigeront le pays, le changement ne pourra pas se réaliser. Il sera remis à plus tard. Ou bien le Parti communiste bénéficiera du poids suffisant pour agir et le changement, donc la victoire, pourra s'imposer. Voilà donc la question essentielle du prochain scrutin : le nombre de voix obtenu par le Parti communiste au premier tour. Poser le problème autrement, vouloir régler la question du second tour avant le premier, ce serait abandonner la lutte pour un accord sur un bon programme et donc rayer d'un trait de plume la possibilité même du vrai changement." Georges Marchais devait préciser la question du poids suffisant : "21 % ce n'est pas assez, 25 % ce serait bien."

Le PCF annonce ainsi crûment que, pour lui, l'enjeu principal des élections de mars 1978, c'est son résultat électoral. Il subordonne sa décision de se désister pour les candidats du PS qui seraient arrivés devant lui au premier tour à son propre nombre de voix. Les règles électorales de la Constitution française fixent un système d'élections à deux tours : au premier tour une majorité absolue est nécessaire pour être élu, au second tour, une majorité relative suffit. Battre les candidats bourgeois exige donc qu'à l'issue du premier tour, les candidats des partis ouvriers se retirent en faveur de celui qui est arrivé en tête. Sinon, c'est la perpétuation de la majorité gouvernementale d'autant que tous les partis gouvernementaux ont annoncé leur décision d'appliquer la règle du désistement entre eux. Le PC menace donc de laisser le gouvernement Giscard-Barre en place s'il juge n'avoir pas recueilli un nombre suffisant de voix. Même si le PC a cyniquement étalé sa volonté de faire passer ses propres intérêts avant ceux de la majorité de la classe ouvrière, le PC laisse encore ouverte toutes les éventualités. De fait, si le PC a tiré le bilan de ses échecs passés, il n'a pas encore de tactique de rechange.

Dans le cadre de leur polémique avec le PS, les dirigeants du PC annoncent leur volonté de refuser l'austérité de gauche. Mais dans le même temps, ils cautionnent la politique menée par les partis communistes espagnol et italien qui approuvent l'austérité dans leur pays respectif. Surtout, aux discours résolus du PC pour dénoncer la gestion de la crise, correspond un refus systématique d'unifier les luttes ouvrières contre cette même austérité.

Autant dans une période de démoralisation et de reflux de la classe ouvrière, une organisation stalinienne peut développer une phraséologie "gauche" sans risque de mouvements sociaux d'envergure, autant les caractéristiques de la période actuelle, marquée par la montée de la combativité et de la conscience ouvrière, interdisent le recours prolongé à ce genre de tactique. En fait, le PC n'a pas rennoncé à vouloir aller au gouvernement mais il entend y mettre la condition de conserver son monopole politique sur la classe ouvrière. Dans la première phase de la polémique avec le PS, le PC a centré le débat sur le nombre des entreprises à nationaliser et sur les modalités de désignation des directeurs de ces entreprises nationalisées. Ce n'était pas un prétexte, mais la volonté de centrer la discussion sur les garanties que pourrait obtenir le PC en cas d'arrivée au gouvernement. En raison du poids que possèdent le PC et ses militants syndicaux dans la plupart des groupes industriels nationalisables, c'était vouloir obtenir en contrepartie d'une arrivée au gouvernement les avantages nécessaires pour consolider l'encadrement de la classe ouvrière. Le PS s'est refusé à accorder les garanties exigées par le PC.

Celui-ci a été amené à mettre en question la possibilité d'une victoire électorale des organisations ouvrières, préférant prendre le risque de différer son arrivée au gouvernement plutôt que de participer à une expérience où il pourrait voir restreindre son influence parmi les travailleurs, sans aucune contrepartie. Mais il s'agit tout au plus pour le PC de différer son accession éventuelle au gouvernement, en se ménageant la possibilité d'y accéder plus rapidement si le résultat des élections marquait un infléchissement dans l'évolution des rapports de forces au sein du mouvement ouvrier.

En effet, en dehors de cette perspective d'accession au gouvernement, le PCF n'a aucune autre stratégie de rechange qui lui permette de conserver son contrôle que la classe ouvrière dans la cadre d'une politique de collaboration de classes.

Tous les détours tactiques, si heurtés soient-ils, du PCF, s'inscrivent dans ce cadre stratégique auquel le PC ne peut renoncer en raison de sa trajectoire historique de parti stalinien en crise dans un processus de social-démocratisation.

La division de la classe ouvrière

L'Union de la gauche s'est donc désunie à la veille de la campagne des élections législatives.

L'ouverture de la crise n'a pas modifié les rapports de force électoraux qui indiquent toujours une possible majorité de voix pour le PC et le PS, sans que cela entraîne une majorité en sièges à l'Assemblée. Quelles que soient les incertitudes qui pèsent sur les sondages, il semble que le PCF ait maintenu ses positions tout au long de la première phase de la polémique. C'est là une donnée qui signifie que le PC a mené une tactique s'appuyant sur les exigences revendicatives des travailleurs les plus durement touchés par l'austérité, et sur de profonds réflexes anti-sociaux-démocrates dans la sphère d'influence du PCF.

En fait, les rapports de force entre les classes n'ont pas concrètement été modifiés par la crise de l'Union de la gauche. C'est précisément la montée de la classe ouvrière qui rend de plus en plus inadapté le système politique de domination de la bourgeoisie instauré en 1958 par le général de Gaulle.

Une majorité en voix pour le PC et le PS ouvriraient de toutes les façons, une période d'instabilité politique à la faveur de laquelle de nouvelles formes de collaboration de classes pourraient se nouer. L'ampleur des illusions portées par les partis réformistes explique pourquoi le PC et le PS ont pu se permettre de rompre, pour aujourd'hui, leur alliance électorale tout en conservant chacun de leur côté la confiance de la fraction de la classe ouvrière qu'ils influencent. Ainsi, l'ouverture de la crise de l'Union de la gauche prouve que celle-ci n'était pas la dernière solution de la bourgeoisie face à une montée de la classe ouvrière qui serait irrésistible. La montée de la classe ouvrière est encore limitée, elle est d'ores et déjà suffisante pour contrarier le fonctionnement des institutions de la Ve République, mais laisse ouverte la possibilité de solutions de collaboration de classes qui laisseraient le PC hors du gouvernement.

Dans cette situation, tout en claironnant leur rupture pendant la campagne électorale, le PC et le PS s'efforceront d'en maîtriser tant bien que mal les effets. Ainsi, la polémique n'a pas jusqu'ici atteint les municipalités d'Union de la gauche où les militants du PC et du PS les plus investis dans la gestion des affaires de la bourgeoisie continuent à collaborer.

Des directives précises du PC et du PS ont mis les municipalités à l'écart de la crise ; ce qui témoigne tout à la fois d'une volonté politique des directions des partis ouvriers et de l'aspiration de la couche des militants les plus intégrés à cette gestion à maintenir ces cadres concrets de collaboration de classe.

Les deux principales centrales syndicales ont chacune choisi leur camp en lançant des appels au vote plus ou moins déguisés pour le PC ou le PS. Il n'empêche que la CGT et la CFDT n'ont pas relayé nationalement entre elles la polémique PC-PS. Les secrétaires généraux de la CGT et de la CFDT se sont même crus obligés de déclarer qu'ils étaient d'accord pour l'action ensemble, alors qu'ils n'ont aucune perspective concrète à offrir. Leur volonté de préserver les possibilités d'unité d'action témoigne de la volonté des appareils réformistes de ne pas créer les conditions d'une rupture irréparable. Les directions de la CGT et de la CFDT amortissent les conséquences de la rupture qui entraîne, par contre, aux échelons intermédiaires des deux centrales syndicales, des discussions acerbes se nourrissant de la division entre le PC et le PS.

Ce n'est pas sans difficultés que le PC et le PS se sont brutalement engagés dans leur politique de division et ont heurté de front une profonde aspiration unitaire qui a été dévoyée pendant des années au profit de l'Union de la gauche. La direction du PCF doit, notamment, faire face aux interrogations de nombreux militants qui discutent de la validité de l'orientation suivie par leur parti. La responsabilité principale de la division, n'est-elle pas à chercher dans une politique de collaboration de classes qui a exclu une intervention unitaire des travailleurs dans le débat sur le programme et les revendications ? Tel est le fondement de regroupements critiques qui commencent à naître au sein du PCF. En accusant le PS d'avoir tourné à droite, c'est son propre bilan que la direction du PC met en cause.

Pour offrir des réponses à ces interrogations, comme pour s'adresser à la majorité de la classe ouvrière, seule une bataille politique pour l'unité ouvrière afin d'arracher le succès des revendications et de chasser le gouvernement Giscard-Barre correspond aux exigences de la situation. Le PS et le PC doivent s'unir pour former un gouvernement dont les travailleurs exigeront qu'il rompe avec la bourgeoisie et qu'il satisfasse leurs revendications. Les responsabilités du PC et du PS sont équivalentes dans la rupture qui vient de se produire.

Au refus du PC de s'engager à se désister pour le candidat ouvrier le mieux placé, correspond le refus du PS d'accepter les revendications mises en avant par les confédérations syndicales. Il n'empêche que PC comme PS sont d'accord pour conserver l'économie de marché et la Constitution de 1958.

Alors que la campagne des élections législatives de mars 78 s'ouvre dans une période de crise mondiale du capitalisme où l'austérité frappe la classe ouvrière, le PC et le PS abordent cette campagne en étant majoritaires dans le pays sans fournir aucune proposition de lutte pour le socialisme. D'improbable, le succès électoral d'un bloc gouvernemental discrédité est devenu possible, si la division bureaucratique l'emportait sur l'aspiration de la classe ouvrière à l'unité de ses organisations sur les tâches qui exigent la satisfaction des revendications et la rupture avec la bourgeoisie.

La campagne de la LCR

Pour l'unité ouvrière, pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs

La LCR participera aux élections législatives de mars 1978 en menant une campagne d'agitation de masse pour l'unité ouvrière afin d'arracher le succès des revendications et de chasser le gouvernement Giscard-Barre.

Les conditions politiques permettent en effet le développement d'une agitation concrète sur les revendications unitaires de la classe ouvrière autour desquelles une mobilisation est possible contre toute austérité : pour l'échelle mobile des salaires, pour la réduction de la durée du travail à 35 heures, pour l'application du principe à travail égal, salaire égal... Face à la crise économique, alors que le PC et le PS proposent la nationalisation de neuf groupes industriels (ce qui laisserait 85% de l'appareil productif aux mains des patrons !), la LCR avancera l'exigence de la nationalisation, sans indemnité ni rachat, sous contrôle ouvrier de tous les secteurs clés de l'économie.

La LCR s'adressera à la majorité de la classe ouvrière qui a confiance dans le PC ou le PS en appelant à la formation d'un gouvernement du PS et du PC, pas pour appliquer un programme de collaboration de classes mais pour s'engager à satisfaire les revendications et à rompre avec la bourgeoisie, ses partis et ses institutions. Tout au long de la campagne, la LCR fera connaître sa décision d'appeler à voter au deuxième tour pour le candidat ouvrier arrivé en tête, en indiquant pourquoi il faut qu'aucune voix ne se porte sur les candidats bourgeois, y compris les radicaux de gauche. Dans ce cadre, les candidats de la LCR exigeront du PC et du PS qu'ils s'engagent à respecter le principe du désistement en faveur du candidat ouvrier arrivé en tête.

Un accord politique de répartition des circonscriptions a été conclu entre la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) et les Comités communistes pour l'autogestion (CCA).

Cet accord affirme la nécessité de l'unité des travaileurs sur leurs revendications et appelle à voter au deuxième tour pour le candidat réformiste arrivé en tête, l'OCT incluant dans sa consigne de vote les radicaux de gauche. Le texte de la plateforme fait référence aux principaux désaccords qui tiennent à l'application concrète d'une politique de front unique ouvrier. Sous le titre "Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs", plus de deux cent candidats seront présentés.

Chaque organisation présente ses propres candidats qui feront campagne autour des propositions de leur organisation. Pour sa part, la LCR présentera environ150 candidats et candidates, parmi lesquels une grande majorité d'ouvriers et d'employés. Ils se feront les meilleurs défenseurs de l'unité ouvrière dans une campagne où les candidats soutenus ou présentés par la LCR seront les seuls à affirmer l'actualité du socialisme pour en finir avec le chômage et l'austérité.

Jacqueline HEINEN

Le pacte de la Moncloa, le PCE et les femmes

Ces femmes communistes qui soutiennent un programme dont la logique s'oppose à la pratique du PCE, d'où viennent-elles et oú vont-elles?

L'Espagne est certainement l'un des premiers pays qui a vu se constituer un mouvement autonome de femmes à caractère de masse. Ce qui frappe aujourd'hui, c'est le processus d'auto-organisation dans lequel se sont engagées des couches massives de femmes depuis la mort de Franco. Nombreuses sont les commissions féminines impulsées par des travailleuses – dans les commissions ouvrières (CO) notamment –, en dépit des résistances de la bureaucratie syndicale (1).

° ° °

Outre un ensemble de revendications très avancé si on le compare à ce qui existe dans la plupart des autres pays européens, (certaines exigent notamment l'ajustement des horaires sur les heures d'ouverture des crèches locales et un examen gynécologique deux fois par an à la charge de la sécurité sociale), elles mettent l'accent dans leurs textes sur l'importance de la lutte à mener pour que les hommes prennent en charge leur part de tâches ménagères, pour le dépassement des divisions syndicales qui sont un facteur particulier de découragement pour de nombreuses travailleuses. S'alliant aux groupes unitaires de femmes nés durant cette dernière période dans plus d'une entreprise, les militantes de ces commissions sont souvent présentes dans les coordinations locales, renforçant par leur présence les initiatives centrales du mouvement autonome des femmes. Malgré un développement inégal et une difficulté évidente à mettre en place des structures réellement démocratiques permettant d'intégrer pleinement les déléguées des groupes de travailleuses, le mouvement existe aujourd'hui dans la plupart des villes de l'Etat espagnol et il a pris un caractère de masse. De cela sont témoins les récentes "Journées des femmes" à Valence et en Euskadi où respectivement plus de 1000 et de 2000 femmes se sont retrouvées pour débattre des principaux problèmes à l'ordre du jour, mettant au centre de leurs préoccupations la question du chômage et de la double journée de travail; témoin également la campagne "pour une sexualité plus libre" qui a été lancée cet automne au niveau de l'Etat par la coordination nationale. Son objectif : dénoncer toutes les discriminations sur le plan sexuel, lutter plus particulièrement pour une contraception libre à la charge de la sécurité sociale et pour l'amnistie de toutes les femmes emprisonnées pour cause d'avortement. Cette campagne à laquelle participent des groupes de ménagères et de travailleuses dans plusieurs villes entend également dénoncer le rôle des trusts pharmaceutiques qui utilisent les femmes comme cobayes ainsi que l'inhumanité des conditions de travail imposées par le patronat et qui sont à l'origine d'innombrables fausses couches chez les ouvrières.

En témoigne enfin le projet d'amendement à la Constitution qui a été élaboré unitairement il y a quelques semaines par des délégués de la plupart des groupes de femmes madrilènes. Les militantes du PCE comme celles du MDM (Mouvement démocratique des femmes, étroitement lié à ce parti) étaient partie prenante de la plupart de ces initiatives. Ce qui n'est pas sans provoquer certains remous à l'intérieur du Parti...

Des contradictions insolubles

Si l'on étudie le contenu des revendications mises en avant pour la modification de la Constitution dont le texte a été adopté par le MDM, par exemple, on constate que, prises à la lettre, elles impliqueraient une bataille allant à l'encontre de la politique de collaboration de classe développée par le PCE. Les exigences relatives à la libre disposition de son corps et de sa sexualité, pour tout un chacun (et surtout chacune...), du droit au divorce par consentement mutuel, de la majorité légale à 16 ans, de l'abolition de toute référence à la "vertu" des femmes pour justifier les peines prises à l'encontre de celles qui "transgressent" la morale traditionnelle, se voient niées par les termes mêmes de la partie du pacte de la Moncloa traitant des réformes de la loi. Et que dire des revendications comme celle-ci : égalité de salaires, socialisation des tâches domestiques avec ce qu'elle implique (crèches, etc,) congé maternité payé à 100%, droit au travail pour toutes les femmes qui le désirent, semaine de 40 h, système de sécurité sociale unique sur la base de cotisations progressives au salaire et à la fortune, avec un système de retraite identique pour tous ? Il est bien évident que certaines

d'entre elles ont un caractère transitoire dans le cadre de la situation économique actuelle et qu'elles sont en contradiction flagrante avec les mesures imposées par le pacte qu'a signé le PCE.

Comment croire dès lors que les militantes du PCE qui ont participé à l'élaboration de ces revendications auront écouté sans sourciller Carrillo déclarer à la télévision : "Je suis convaincu que les travailleurs soutiendront la mise en pratique des pactes, parce que la classe ouvrière est beaucoup plus responsable que beaucoup ne le croient."?

Ces femmes communistes qui se veulent membres du mouvement autonome, qui s'engagent à soutenir un programme dont l'application s'opposerait à plus d'un titre à la pratique de leur parti, d'où viennent-elles et où vont-elles ?

La politique des petits pas

En octobre 1975, déjà, ayant même la mort de Franco et avant la plupart des PC européens, le Parti communiste espagnol faisait autocritique face à la passivité dont il avait fait preuve jusque là dans la lutte contre l'oppression des femmes et reconnaissait "le mérite des mouvements féministes dont l'objectif est d'obtenir l'égalité entre la femme et l'homme". Sa définition du mouvement à impulser : large front où coexistent tous les courants, (femmes organisées et inorganisées), en évitant toute tentative d'instrumentalisation par les partis politiques. Ce "souci", on le retrouve aussi bien dans le texte de la Première conférence du PCE sur la question féminine d'octobre 76 où la "manipulation des masses féminines à l'occasion de période électorale" est dénoncée avec la plus grande vigueur, que dans un texte plus récent pour la préparation à la 5ème Conférence du PC de Madrid (octobre 1977). Pourtant, un certain nombre de militantes du PCE et du MDM sont sorties du Parti après la campagne électorale de ce printemps... précisément parce qu'elles ne supportaient plus le rôle qu'on leur faisait jouer dans le mouvement autonome, vu les pratiques manipulatoires du PCE. Comme nous le disait il y a peu dans une interview (2) cette ancienne dirigeante du travail parmi les femmes à l'université, c'est autant par impossibilité de défendre de manière cohérente des positions féministes à l'intérieur du Parti qu'elle avait pris une telle décision, que par découragement et révolte face à la campagne menée par le PCE qui proclamait: "Nous sommes le Parti de la libération de la femme", en même temps que la direction donnait pour directives à ses militantes de ne pas être trop actives dans des groupes qui risquaient, par leurs initiatives et leurs revendications, de mettre en cause l'image de marque du Parti à laquelle il tenait tant en cette veille d'élections: celle d'un parti adulte et raisonnable qui n'effraierait par les électeurs.

Ce "Nous sommes le parti de la libération de la femme", on le trouve déjà dans l'annexe au programme de 75 et on le retrouve, sous une autre forme, dans le texte de la Conférence de 76. Alors que le mouvement autonome des femmes avait considérablement grossi dans tout l'Etat espagnol à cette époque, l'analyse qui en est faite le réduit au seul MDM, les autres groupes étant décrits comme mineurs et comme "manquant d'implantation parmi les femmes". Pourtant, un an plus tard, l'organisation madrilène reconnaît que "les 'vocalias' commencent à jouer un rôle important à Madrid (à Barcelone, il est de première importance) et sont impulsées avant tout par des femmes trotskystes". Précisons que les "vocalias" sont des groupes de quartiers, souvent liés à des associations mixtes – voisins, parents – que le PCE distingue toujours soigneusement des groupes de ménagères – "Amas de cas" – impulsés par lui il y a une dizaine d'années et où il est hégémonique.

Il apparaît donc clairement que le rapport de forces imposé par l'existence de groupes de femmes dont l'orientation politique, pour n'être pas celle des révolutionnaires , est néanmoins fortement influencée par les organisations d'extrême-gauche, a contraint le PCE à évoluer de manière substantielle – du moins au niveau des textes ! – dans ses positions concernant la lutte de libération des femmes.

— à propos de l'avortement, la 3e conférence du PCE à Madrid, début 76 disait qu' "une discussion publique était essentielle pour que ce thème gagne de l'audience et qu'il coûte peu d'obtenir une décision majoritaire des masses à ce sujet dans le cadre de la démocratie". Cette même année, les brochures, tracts, etc, du MDM de diverses villes, étaient la plupart du temps muettes sur cette question. Le programme de revendications avancé par les Premières journées nationales des "Amas de casa" en 77 aussi... Pourtant, le même numéro d' "Argumentos" contient un article qui met bel et bien en avant la nécessité que ce soit les femmes qui décident et insiste "pour que tous les mouvements féministes soient consultés pour une fois" avant l'établissement de la loi. Certes l'article est truffé de formules prudentes ("débattre publiquement en évitant les connotations morales", "tenir compte du fait que, dans les pays où la législation est plus libérale, le nombre des avortements a diminué"), mais il fait état, sans commentaires – il semble donc qu'il y soit favorable –, des propositions de l'Association des femmes juristes portant sur la liberté d'avorter durant les trois premiers mois de la grossesse. Quand on connaît la résistance existant dans l'Etat espagnol sur le problème de l'avortement (résistance qui explique la prudence du PCE toujours soucieux de ne choquer personne), on peut conclure à un progrès réel dans les positions, même si la revendication de l'avortement libre et gratuit, décidé par la femme n'est toujours pas avancée.

— en ce qui concerne le divorce, alors que le PCE affirmait, il y a deux ans, "qu'il fallait discuter", puis qu'il faudrait "une loi", sans préciser laquelle, alors que les "Amas de casa" en 1977 disaient qu' "on ne pouvait pas encore conclure", on passe tout d'un coup à une proposition relative au divorce par consentement mutuel avec un certain nombre de restrictions dans "Argumentos", et sans restrictions du tout dans le texte d'amendement à la Constitution...

Une situation potentiellement explosive

Cette évolution s'accompagne d'autocritiques régulières sur le plan interne. Dès 75, les textes soulignaient le retard pris sur le terrain de la lutte, le "machisme" n'ayant pas disparu des rapports entre militants et militantes. Dès ce moment, il il était proposé d'organiser des cours de formation plus particulièrement pour les femmes, afin qu'elles accèdent à des postes de responsabilités. Aujourd'hui, celles-ci demandent

qu'on mette sur pied à Madrid une crèche ou une maison des enfants afin de leur donner concrètement la possibilité de se dégager d'un certain nombre de tâches, et qu'on "arrive à dépasser des habitudes figées" dans la division du travail habituelle. A cela s'ajoute la demande de réunions entre les femmes seulement afin de pouvoir discuter de tous ces problèmes. S'ajoutent à cela diverses critiques mises en évidence par les articles d' "Argumentos" : critique à la politique des directions dans les pays de l'Est qui maintiennent l'oppression spécifique des femmes au travers du rôle traditionnel qui leur est dévolu et du statut inchangé de la famille; critique aux directions du mouvement ouvrier dans son ensemble qui ont failli à l'enrichissement de la théorie marxiste sur l'oppression spécifique des femmes – pourtant très insuffisante sur un certain nombre de points. La réalité est cependant un peu plus complexe.

D'une part, il existe un fossé d'importance entre les déclarations de principe et leur application, dont l'ampleur est déterminée par la politique de collaboration de classe du Parti qui n'a fait que se renforcer avec le pacte de la Moncloa. Entre les lois "égalitaires" et une modification réelle dans la situation de ceux et celles qui, à l'heure actuelle, sont défavorisés par le système, il y a un pas... Comme le soulignait un article d' "El País" de ces derniers jours traitant des changements de la Constitution : "L'égalité devant la loi ne se trouvera en rien affectée par l'inégalité qui existe sur le plan économique". Et, face à cela, les professions de foi de Manuel Azcarate – dirigeant du PCE – qui souligne, dans le même journal, à propos de la libération de la femme,"les positions toujours plus féministes du Parti", sonnent bien creux !.

Qu' est-ce que cela signifie si cela ne se traduit pas dans les faits, par un changement tangible pour la masse des femmes, et pour les militantes du PCE en particulier ? D'autre part la capacité du Parti à modifier son fonctionnement interne, à organiser un débat de manière démocratique, s'avère plus que limitée, compte-tenu des intérêts divergents entre le projet de collaboration de classe de la direction bureaucratique d'un côté, et les aspirations au changement exprimées par la base d'autre part; aspirations qui ne se limitent pas à des réformes secondaires mais qui mettent en cause la logique même du système de profit, comme c'est le cas de nombre de revendications avancées par les militantes féministes.

Il est significatif que ce soit précisément parmi ces dernières que soit né un premier noyau d'opposition au sein du parti. Impulsé par les femmes communistes qui intervenaient à l'université et bien que limité dans sa composition dans un premier temps (tant du point de vue géographique que du point de vue des secteurs du parti qu'il touchait), il semble avoir gagné en audience ces derniers mois, notamment depuis l' échec de la campagne sectaire imposée par la direction au moment des élections du printemps. La volonté de faire passer le MDM pour le mouvement de libération des femmes semble en effet n'avoir eu qu'un écho limité... au point que Carrillo, lors d'une récente conférence interne à ce sujet, aurait proposé un changement de "tactique" consistant à "envoyer" les militantes du PCE dans tous les groupes féministes ayant de l'audience, tels le FLM ("Front de libération de la femme" de Madrid) dont le parti était jusqu'ici complètement absent.

Mais ce n'est pas par des tournants à 180° de ce genre, sans autocritique sur le fond et sans changements dans sa politique manipulatoire que la direction parviendra à étouffer les protestations des militantes concernées, ni leur volonté d'imposer un débat ouvert et démocratique permettant de mener un travail unitaire avec les autres courants du mouvement. C'est ce qu'a révélé l'épisode suivant : le PCE avait mis en place une commission du parti pour étudier un projet de loi sur le divorce qui sera discuté sous peu aux Cortes. Les dirigeantes du PCE et du MDM qui en faisaient partie ont fait appel à certaines militantes du noyau d'opposition pour y travailler avec elles; ces dernières exigèrent alors une consultation des déléguées de la coordination du mouvement autonome de Madrid, afin d'être à même de présenter le projet le plus unitaire possible... Ce qui fut fait.

Le projet inclut maintenant la revendication du divorce par consentement mutuel, avec droit pour la femme de décider du sort des enfants en cas de désaccord à ce propos. Reste à savoir si les députés du PCE défendront le projet en ces termes lors de la discussion parlementaire !. Un autre épisode de la lutte contre les pratiques de la direction est cependant encore bien plus significatif : les femmes de l'opposition ont obligé la direction, à convoquer une assemblée générale des militantes du PCE à Madrid, au mois de décembre dernier, pour discuter de la question de la démocratie interne et de l'orientation du parti vis-à-vis du mouvement autonome des femmes. Les critiques ont fusé, les accusations de manipulations n'ont pas manqué, et malgré l'attitude défensive des dirigeantes du PCE, responsables du MDM, c'est la résolution critique des "minoritaires oppositionnelles" qui a été majoritaire au vote. Face à cela, la seule réponse de la direction a consisté à dire : il faudra en discuter lors du prochain congrès... dans six mois !. On peut prévoir que la bataille interne ne va pas s'arrêter là.

8 janvier 1978

NOTES

1) Voir "Inprecor" n° 56, 22 juillet 1976.
2) "Cahiers du féminisme", n°2, janvier 1977.

Dans l'index d' "Inprecor" paru dans le n°19 du 22 décembre 1977, la rubrique "Femmes" a très malencontreusement sauté au montage. Nous prions nos lectrices et lecteurs de bien vouloir nous en excuser. L'index "Femmes" du n° 19 au n° 9 s'établit comme suit :

Lutte de sexes ou lutte de classes ? •		
Jacqueline Heinen	n° 13	29.09.77
Pour un 8 mars internationaliste	n° 16	10.11.77

La paix façon Begin-Carter-Sadate

Le plan de Sadate peut se résumer par la formule : «comment séparer le wagon égyptien du train arabe tout en faisant semblant d'y rester accroché?»

Une évolution d'envergure se dessine au Moyen-Orient avec une rapidité qui empêche souvent d'évaluer correctement la signification des divers gestes et déclarations dont le monde entier peut être témoin grâce à la place particulière que les principaux protagonistes de ce spectacle donnent aux mass media. Et pourtant l'enjeu de ce qui se déroule actuellement au Moyen-Orient est suffisamment important pour que nous tentions d'en donner une analyse politique d'ensemble.

Vers un second règlement impérialiste

Après la guerre israélo-arabe de 1948, l'impérialisme américain parvenait à établir une paix impérialiste au Proche-Orient, sur la base d'un changement du rapport de forces entre les impérialismes anglais et américain en faveur de ce dernier, et grâce au soutien actif de l'Union soviétique. L'Etat d'Israël devenait rapidement la pièce maîtresse de la domination impérialiste dans cette partie de la région arabe et le véritable chien de garde des intérêts impérialistes, comme le confirmera la guerre de 1956.

Mais très rapidement allait se développer dans l'ensemble de l'Orient arabe, et particulièrement en Egypte et en Irak, un mouvement de masse anti-impérialiste qui remettra en question la domination impérialiste, le bastion sioniste et la division artificielle de la région par les puissances occidentales. Le nassérisme sera l'expression la plus achevée de ce mouvement de masse à direction nationaliste petite bourgeoise. Le Mouvement nationaliste arabe, le Baath, et plus tard la gauche du Baath en Syrie seront autant de manifestations de cette remontée du mouvement des masses arabes, mais aussi de ses limites, mouvement qui à certains moments semble sur le point de pouvoir remettre en question les fondements mêmes de la domination impérialiste sur l'Orient arabe : les rapports de production capitalistes et l'Etat bourgeois.

En fait, la prise du pouvoir par les masses laborieuses n'a jamais été une éventualité immédiate – sauf en Irak en 1958 – l'impérialisme a cependant senti la nécessité de lancer une contre-offensive globale visant à restaurer l'ordre impérialiste dans l'ensemble de l'Orient arabe. Israël a été le moyen privilégié pour cette contre-offensive réactionnaire et la guerre de juin 67 le tournant dans l'affrontement entre les classes au niveau de l'ensemble de la région. Les régimes petits bourgeois issus de la mobilisation populaire ont été écrasés par l'Etat sioniste et cette défaite marquait la fin de leurs potentialités.

La restauration bourgeoise et la stabilisation de la situation politique et sociale au Proche-Orient fut ralentie par un facteur que personne n'avait prévu à la veille de la guerre de 67 : l'émergence de la résistance palestinienne. Son importance ne réside pas tant dans l'efficacité de la lutte qu'elle a menée contre le régime sioniste et l'occupation que dans le rôle politique qu'elle a objectivement joué au niveau de l'ensemble de l'Orient arabe, comme facteur de mobilisation anti-impérialiste qui contrebalançait, en partie du moins, les effets négatifs de la victoire sioniste de juin 67.

De ce fait, et précisément à cause du développement du mouvement national palestinien, l'offensive impérialiste se soldait par une demie victoire : l'occupation des territoires arabes conquis en 67 et l'apparition sur la scène politique d'un mouvemement national palestinien – que les bourgeoisies arabes avaient de fait réussi à étouffer à l'époque du premier règlement impérialiste – posaient des problèmes dans la voie de la restabilisation impérialiste de l'Orient arabe.

Afin de permettre aux forces sociales liées directement à l'impérialisme d'asseoir leur pouvoir politique, ce dernier se devait tout d'abord de mettre fin au conflit militaire qui se poursuivait après 67 sous la forme de la "guerre d'usure". A l'été 1970, c'est chose faite : Israël accepte un cessez-le-feu avec l'Egypte. Le second objectif sera le musellement de la résistance palestinienne, condition préalable à toute solution négociée entre Israël et les Etats arabes. Cet objectif n'a toujours pas été pleinement atteint, même si le caractère révolutionnaire et déstabilisateur du mouvement national palestinien a pu être substantiellement restreint. Finalement, c'est

à la situation de belligérance qu'il s'agit de mettre fin. Du plan Rogers en 1970 au Document de travail américano-soviétique de septembre 1977, l'impérialisme va tenter toute une série de formules dont l'objectif commun est de mettre fin au conflit israélo-arabe, condition sine qua non d'une stabilisation de la domination impérialiste au Moyen-Orient.

Onze ans après la guerre de juin 67 et quatre ans après la guerre d'octobre 73, l'impérialisme américain et les bourgeoisies arabes à sa botte sont toujours à la recherche d'un accord qui mette fin à l'état de guerre entre Israël et les Etats arabes. Il ne s'agit certes pas d'avoir une conception "formaliste" d'un règlement politique au Moyen-Orient. La stabilisation du Moyen-Orient est un processus et non pas seulement un acte formel concrétisé par un traité. Au niveau du processus, nul ne peut nier que l'impérialisme a su gagner toute une série de positions, indépendamment de la signature d'un accord de paix entre Israël et certains des Etats arabes. L'union soviétique s'est vue progressivement exclue non seulement de certains pays arabes où elle avait une influence notable, mais aussi du processus de négociations auquel elle participait activement à ses débuts; les régimes les plus liés à l'impérialisme américain, avant tout l'Arabie saoudite, ont aujourd'hui une position centrale qu'ils n'avaient pas pendant les années soixante; les bourgeoisies arabes se sont considérablement renforcées politiquement, que ce soit en Egypte ou même en Syrie, et ont accéléré une réinsertion des intérêts des bourgeoisies impérialistes dans l'économie de certains des pays arabes les plus importants; le potentiel militaire de l'Etat sioniste s'est grandement accru, et ce malgré la crise d'octobre 73; la résistance palestinienne a été partiellement intégrée dans la stratégie d'ouverture des Etats arabes à l'impérialisme, perdant en cela beaucoup de son caractère subversif vis-à-vis des masses arabes.

En ce sens la paix américaine s'instaure au Moyen-Orient, sur la base d'un recul du mouvement de masse anti-impérialiste et du renforcement des forces réactionnaires au sein des Etats arabes. L'essentiel, pour l'impérialisme américain en tout cas, est que cette dynamique se poursuive.

Begin et Sadate à Jérusalem

Mais ce n'est pas tout. En rester là serait surestimer le recul du mouvement de masse et exagérer les possibilités et la stabilité des régimes bourgeois arabes. Une stabilisation à long terme de la situation politique au Moyen-Orient exige plus qu'un renforcement du potentiel militaire de l'Etat sioniste et des régimes arabes à la solde de l'impérialisme américain. Car, par-delà les revers du mouvement anti-impérialiste arabe, la situation reste hautement explosive, et ceci pour trois raisons fondamentales : l'état de conflit avec Israël oblige les régimes arabes à permettre un certain degré de mobilisation des masses; l'absence de paix a des incidences économiques qui provoquent de graves explosions populaires; l'existence d'une question palestinienne non résolue – ne serait-ce que de façon fictive – reste un élément permanent de mobilisation anti-impérialiste de l'ensemble des masses arabes. Il s'agit donc pour les régimes bourgeois arabes et pour l'impérialisme d'aller au-delà de ce qui a déjà été obtenu dans la voie de la stabilisation impérialiste au Moyen-Orient.

Les dilemmes de l'impérialisme et l'initiative de Sadate

L'alliance entre l'impérialisme et l'Etat sioniste n'est pas un phénomène conjoncturel. Dans la stratégie américaine, Israël est l'élément central de toute politique visant à bloquer le mouvement anti-impérialiste arabe et à défendre les intérêts économiques et militaires de l'impérialisme au Moyen-Orient. Face à une montée du mouvement révolutionnaire arabe, Israël a un rôle offensif à jouer, comme cela a été le cas en 1956 et en 1967. En période de stabilité relative caractérisée par l'existence de régimes arabes à la solde de l'impérialisme, Israël joue son rôle de chien de garde de l'impérialisme, veillant à l'ordre capitaliste dans la région et menaçant, par son existence même, toute tentative de remettre en question le statu quo.

Même après la guerre d'octobre 73, alors qu'il devenait évident que les régimes arabes les plus importants s'alignaient clairement sur les positions américaines, il ne s'agissait en aucun cas pour Washington de "laisser tomber" Israël, mais au contraire, de tout faire pour lui permettre de remettre en état son armée et son économie, afin de continuer à pouvoir jouer son rôle de chien de garde au Proche-Orient. Israël est irremplaçable pour l'impérialisme : elle jouit d'une stabilité sociale qu'aucun régime arabe n'a jamais eue et n'aura vraisemblablement jamais, et coûte bien moins cher politiquement et économiquement que plusieurs divisions de Marines américains.

Cette étroite dépendance qui existe entre l'impérialisme américain et l'Etat sioniste ne signifie pas nécessairement que leurs intérêts soient toujours identiques. Il est souvent arrivé que les intérêts spécifiques de l'Etat sioniste entrent en contradiction avec les intérêts de son patron impérialiste. Bien plus : un recul grave de la révolution arabe, une défaite flagrante de l'Union soviétique au Proche-Orient, qui sont à l'évidence l'intérêt de l'impérialisme, posent pour l'Etat sioniste un problème : son rôle devient moins évident et le soutien économique et militaire américain peut s'en trouver relativement réduit.

Tel est aujourd'hui le cas de l'occupation des territoires conquis en 1967. Pour Israël, l'annexion de ces territoires est une nécessité économique et surtout politique. Le sionisme est expansionniste par nature et tout retrait de territoires occupés est une défaite politique pour l'Etat juif. Pour l'impérialisme américain par contre, l'occupation de la Cisjordanie par Israël n'a en soi aucune importance et peut même avoir des effets négatifs. Il peut donc être de l'intérêt de Washington de faire revenir Israël plus ou moins aux frontières de juin 67 si un tel retrait pouvait garantir une meilleure stabilité sociale et politique dans l'ensemble de l'Orient arabe. C'est ce qui explique les multiples spéculations à propos d'éventuelles pressions américaines sur Israël. Pourtant, malgré les promesses faites par Kissinger aux chefs d'Etat arabes et en particulier à l'Arabie saoudite, aucune pression sérieuse n'a été exercée sur Israël depuis octobre 1973. Washington s'est contenté de vagues déclarations, certes contradictoires avec les projets israéliens, mais qui n'avaient aucune espèce d'incidence pratique sur ses relations avec l'Etat juif.

Ce qui explique l'absence de pressions américaines sur Israël, c'est précisément le fait que Washington soit conscient de l'importance des territoires occupés pour l'Etat sioniste et qu'en conséquence seules des pressions très fortes seraient susceptibles de faire céder Tal Aviv. Or de telles pressions auraient pour conséquence un affaiblissement réel de l'Etat d'Israël, que l'impérialisme ne veut ni ne peut accepter.

L'initiative spectaculaire du président Sadate est la conséquence directe de ce dilemme devant lequel se trouve l'administration Carter. Sadate a compris qu'il ne devait pas trop espérer de pressions éventuelles des USA sur Israël. S'il voulait mettre fin à l'état de guerre et récupérer les territoires du Sinaï, il devait prendre l'initiative et obliger Israël à s'assoir à la table des négociations. Le prix payé par Sadate est immense, la reconnaissance unilatérale de l'Etat d'Israël étant certainement l'atout le plus important auquel le chef d'Etat égyptien a renoncé avant même que ne commencent les négociations. Mais pour la bourgeoisie égyptienne un accord avec Israël est aujourd'hui une nécessité vitale. (Voir "Inprecor" n° 18 du 8 décembre 1977).

Sadate a-t-il les moyens que n'a pas Washington pour faire céder Israël ? Certainement pas, si ce n'est la possibilité d'obliger l'Etat sioniste à ne pas faire la guerre, en le condamnant à la paix. Peut-il au moins obtenir un retrait rapide du Sinaï et la fin de l'Etat de belligérance avec Israël? Certainement, à condition qu'il soit prêt à "lâcher" les autres protagonistes arabes. Le régime de Sadate est loin d'être suffisamment stable pour qu'il puisse se permettre de se couper complètement des autres régimes arabes et de signer une paix séparée avec l'Etat sioniste. C'est bien la raison pour laquelle Sadate n'a pas cessé d'affirmer depuis près d'un mois qu'Israël ne devait pas espérer que l'Egypte accepte une paix séparée, même si Israël se déclarait prête à se retirer immédiatement de l'ensemble du Sinaï. La question reste donc posée : quel est le plan de Sadate ?

La réponse semble aujourd'hui assez évidente. Le plan de Sadate peut se résumer par le formule : "comment séparer la wagon égyptien du train arabe tout en faisant semblant d'y rester accroché?" C'est ici que se trouve la logique de la conférence du Caire. Son objectif officiel est de préparer la conférence de Genève, c'est-à-dire de mettre sur pied la base d'un accord global entre Israël et les Etats arabes. Sans un tel accord, Sadate est conscient qu'il ne peut poursuivre ses négociations avec l'Etat sioniste. Pour ce qui est de la réalisation des différentes parties de cet accord, c'est une tout autre affaire. A chaque partie concernée de poursuivre les pourparlers avec Israël et de les faire aboutir pour son propre compte.

Ce que Sadate attend de Begin ce sont des déclarations d'intentions quant aux questions non directement liées à l'Egypte et aux réalisations concrètes en ce qui concerne l'Egypte même. Il ne faut pas croire que cela soit facile; aucun chef d'Etat israélien, et certainement pas Begin qui a durant des dizaines d'années prêché l'inaliénabilité des droits du peuple juif sur l'ensemble de la Palestine, peut – même au niveau des formules – laisser supposer qu'Israël est prête à se retirer de Cisjordanie et de Gaza et à accepter la constitution d'une entité politique palestinienne.

Begin et Carter à Washington

Pourtant, il semble qu'un compromis acceptable à la fois par Sadate et par Begin se dessine et qu'un accord sur les grandes lignes d'une paix au Proche-Orient soit sur le point d'être élaboré, même si, comme on pouvait s'y attendre, cet accord pourra être sujet à multiples interprétations. Il semble que Begin ait compris ce que Sadate attendait de lui et soit prêt à jouer le jeu. Une fois un tel projet élaboré, l'Egypte pourra ouvrir des négociations bilatérales sur un retrait israélien de la presqu'île du Sinaï . C'est précisément ce qu'Israël attendait.

Une grande victoire pour Israël

Les dirigeants israéliens peuvent se frotter les mains. Malgré, ou plutôt à cause de leur obstination et leur refus de faire de quelconques concessions substantielles aux régimes arabes, ils ont obtenu du président Sadate ce à quoi Israël aspirait depuis maintenant 30 ans : la reconnaissance de la légitimité de son

existence. Et ceci, Israël l'a obtenu sans aucune contrepartie. Begin peut se permettre maintenant de faire la leçon aux Giscard d'Estaing, Kreisky et compagnie, qui poussaient depuis des années l'Etat juif à se montrer plus souple vis-à-vis des bourgeoisies arabes. La fermeté et l'intransigeance ont fait leurs preuves, leur répond désormais le premier ministre israélien.

Personne ne peut le nier : le cours actuel des choses au Moyen-Orient marque une victoire éclatante pour l'Etat sioniste. La consécration de sa politique d'agressions et de conquêtes territoriales par le régime arabe le plus important. L'Egypte s'est d'ores et déjà engagée à ne pas reprendre les armes contre Israël et a donné des garanties sérieuses pour la "sécurité" de l'Etat juif si celui-ci commence à entreprendre un retrait de certains des territoires qu'il occupe depuis 1967; le front arabe qui avait plus ou moins fait ses preuves en 73 est divisé, la Syrie considérée comme le plus belliqueux des voisins de l'Etat sioniste est isolée et incapable de lancer seule une offensive militaire; l'OLP est proprement éjectée de l'arène diplomatique où elle essayait de s'implanter au prix de concessions de plus en plus substantielles, et le peuple arabe palestinien se sent à nouveau tragiquement seul dans sa lutte contre l'Etat d'Israël.

Les dernières propositions faites par Begin ont été rendues publiques lors de son voyage à Washington. Elles comportent un retrait total, en plusieurs étapes, du Sinaï en échange de la normalisation des relations entre l'Egypte et Israël et un projet d'auto-administration des populations de Cisjordanie et de Gaza pour tout ce qui concerne les questions dites civiles. Cette formule n'est pas neuve, même si Begin essaie à coup de déclarations fracassantes de lui donner un air original. C'est le projet éculé, élaboré avant la guerre d'octobre par l'administration de Golda Meir sous le nom de "plan d'administration civile" des territoires occupés. Il implique le maintien de l'occupation israélienne, de la colonisation des territoires occupés et la mise en place d'une administration civile locale composée de collaborateurs élus sous l'œil bienveillant des militaires israéliens. Ce projet avait été repoussé par une large majorité de la population de Cisjordanie, lors des élections municipales qui se sont déroulées en 1976. Il y a très peu de chances que les Egyptiens acceptent telles quelles les propositions de Begin, et il est vraisemblable qu'ils exigent que l'idée d'un retrait des forces israéliennes soit incluse dans l'accord général qu'ils signeront avec l'Etat sioniste.

Malgré le fait que Begin n'ait fait aucune concession significative, celui-ci est confronté à une opposition relativement forte à la fois au sein de son propre parti et de la part de l'opposition travailliste. Cette dernière affirme que la notion d'auto-administration ouvre la voie à la constitution d'un Etat palestinien à laquelle s'opposent l'ensemble des formations sionistes importantes. Aux dires des dirigeants travaillistes, les concessions qu'aurait faites Begin sont exorbitantes ! Cette idée est même défendue par des partisans du gouvernement Begin, comme le Bloc de la foi ou un groupe de députés du Likhoud qui viennent d'annoncer la constitution d'un "Front du refus" contre les tentatives de Begin de "brader les terres de la patrie". Si l'on ajoute à ce tableau le fait que c'est la gauche sioniste qui est aujourd'hui la plus fervente partisane

Sadate et Carter à Ismaïlia

des propositions de Begin, on peut s'imaginer sans trop de peine à quel point la notion d'un réel retrait des territoires de Cisjordanie et de la bande de Gaza est impensable du point de vue des dirigeants israéliens, et quelles pressions seraient nécessaires pour faire céder l'Etat sioniste sur cette question. C'est dire aussi à quel point la notion d'un "paix honorable", que prêchent l'Union soviétique, les Partis communistes, l'OLP et la Syrie est loin d'être à l'ordre du jour.

Les contradictions du Front du refus

L'initiative du Président Sadate a poussé les autres Etats arabes à prendre position. Hormis le Maroc ou le Soudan, aucun Etat arabe n'a ouvertement soutenu l'initiative du président égyptien; ce qui ne veut pas dire nécessairement qu'ils s'opposent tous à cette initiative. Il s'en faut de beaucoup : l'Arabie saoudite, même si elle garde pour l'instant ses distances par rapport au Caire et préfèrerait, tout comme Washington, voir la Syrie et la Jordanie intégrées aux négociations, est loin d'être hostile au projet du président égyptien.

La Jordanie, pour sa part, attend son heure et, dans la mesure où le roi Hussein estime pouvoir gagner quelque chose aux négociations en cours, il n'hésitera pas à rompre l'alliance qui le lie pour l'instant au régime syrien. Après la conférence de Rabat, le régime hachémite n'a plus rien à perdre et peut-être quelque chose à gagner aux manœuvres de Sadate.

Le Front du refus qui s'est réuni il y a quelques semaines à Tripoli ne peut en aucun cas être considéré comme une direction alternative à Sadate. Celui-ci est une formation hétérogène, dont les composantes n'ont pas une, mais plusieurs stratégies contradictoires. Il y a d'une part les pays qui, comme la Lybie ou l'Irak peuvent se permettre une politique très radicale vis-à-vis de la solution pacifique, refusant en bloc la conférence du Caire, les pourparlers de Genève et toute autre tentative d'arriver à une solution négociée avec Israël. Ils n'ont jamais été directement concernés par la guerre israélo-arabe, et peuvent donc se laisser aller à une démagogie à bon marché contre les capitulations des autres régimes bourgeois arabes.

A côté de ces Etats, se trouvent la Syrie et l'OLP. L'une comme l'autre n'ont jamais dit non à la solution négociée avec Israël, du moins depuis 1973. Au contraire, elles n'ont pas caché, ni dans leurs déclarations, ni dans leurs actes, qu'elles sont prêtes à s'intégrer aux négociations de paix et à la conférence de Genève, à condition évidemment, d'obtenir un retrait israélien du plateau du Golan, de Cisjordanie et de Gaza, ainsi que la constitution d'un Etat palestinien souverain dans ces deux derniers territoires. Or, c'est précisément sur ces points qu'Israël est le moins prêt à céder, ces territoires étant de fait annexés depuis longtemps et fortement colonisés. Sans l'Egypte, l'option militaire est quasiment exclue pour la Syrie et les manœuvres du Caire mettent le régime de Hafez el Assad sur la touche du processus de négociations. Cela explique l'impasse dans laquelle se trouve le régime syrien, et les espoirs que l'Arabie saoudite et les USA ont de le faire céder et de l'intégrer au processus enclenché par le président égyptien.

Si la Syrie a toujours la possibilité de rejoindre la table des négociations, c'est loin d'être le cas en ce qui concerne l'Organisation pour la libération de la Palestine. Ni les USA, ni même l'Egypte n'ont fait un quelconque effort pour inclure la direction du mouvement national palestinien dans les dernières manœuvres de paix et ceci pour une double raison. La première concerne Israël : pour l'Etat sioniste, il est impossible de traiter avec une organisation dont les objectifs et l'existence même sont la négation de son identité coloniale ; quand les dirigeants israéliens affirment "nous ne rencontrerons cette bande de criminels qui se fait appeler OLP que sur le champ de bataille", ils ne font pas des effets de style, mais expriment clairement leur politique vis-à-vis de la direction palestinienne. Sadate n'a pas les moyens de faire céder Israël sur ce sujet et Carter n'y a pas intérêt. La seconde raison ne concerne pas uniquement Israël : l'OLP, malgré les multiples concessions qu'elle a déjà faites pour être intégrée aux négociations avec Israël, reste un élément déstabilisateur au Moyen-Orient. L'ensemble des forces réactionnaires (l'impérialisme américain, l'Etat d'Israël ou la plupart des bourgeoisies arabes) est d'avis que cette organisation doit encore être affaiblie, sinon détruite, pour qu'une paix stable puisse s'instaurer au Moyen-Orient.

Il semble donc que l'Egypte se soit ralliée à l'opinion selon laquelle la Cisjordanie ne doit pas devenir un Etat palestinien dirigé par l'OLP. Begin et Sadate discutent du choix entre une fédération dominée par la monarchie hachémite ou un projet d'autonomie fictive, selon lequel la Cisjordanie serait dirigée par des notables proches des Israéliens, ces derniers continuant à occuper militairement la Cisjordanie et à y établir de nouvelles colonies juives. Pour Israël la seconde option est évidemment préférable, ne nécessitant aucun retrait et perpétuant la domination sioniste sur l'ensemble de la Palestine.

Quoi qu'il en soit, l'idée d'un "mini-Etat palestinien", pour laquelle se bat, dans l'arène diplomatique, depuis plusieurs années la majorité de l'OLP n'est pas à l'ordre du jour ; ceci pose un problème grave pour la direction de cette organisation. Se rallier aux positions du Front du refus palestinien, signifie à brève échéance se couper des principaux pourvoyeurs de fonds de l'organisation palestinienne et entrer en conflit avec l'ensemble des régimes arabes. Il est peu vraisemblable que la direction de Yasser Arafat accepte une telle éventualité dont le prix serait énorme pour l'appareil bureaucratique de l'OLP, obligé de se "recycler" dans la lutte armée. Mais l'autre alternative, celle de Genève, a abouti à une impasse et nécessite pour s'y maintenir de nouvelles concessions de la part du mouvement national palestinien, qu'il est peu vraisemblable que la direction de l'OLP soit prête à faire, même si certains des éléments les plus droitiers en son sein ne l'excluent pas.

Quant au Front du refus et en particulier le Front populaire de libération de la Palestine de Georges Habbache, il peut aujourd'hui se vanter d'avoir su prévoir les conséquences néfastes de la ligne adoptée par la direction du Fath, mais il reste incapable d'offrir une perspective de rechange à la stratégie en faillite de cette dernière. Dans l'interview qu'il a donné récemment au magazine américain "Time", le Dr. Habbache, dirigeant du Front du refus a certes parlé de "guerre de guérilla contre Israël, menée depuis les lignes de cessez-le-feu syriennes, libanaises et jordaniennes", oubliant seulement de répondre à la question : comment mener une telle guérilla sans envisager un conflit ouvert avec ces Etats ?

Les derniers déboires du mouvement national palestinien confirment pleinement ce que n'ont cessé d'affirmer les communistes révolutionnaires de la région arabe : le problème n'est pas de défendre – comme le font l'Union soviétique, les partis communistes et la direction de l'OLP – une "bonne solution pacifique" où l'Union soviétique aurait un rôle à jouer et les Palestiniens une place à prendre, contre une "solution impérialiste" qu'il faudrait combattre. La solution pacifique qui est à l'ordre du jour depuis octobre 73 est une solution réactionnaires qui est rendue possible par un changement du rapport de forces en faveur des forces pro-impérialistes, et dont l'objectif est précisément de stabiliser ce nouveau rapport de forces. C'est pourquoi le mouvement national palestinien n'a rien de bon à en attendre, avec ou sans la présence de l'Union soviétique. C'est parce que la solution pacifique est dirigée contre le potentiel révolutionnaire de la lutte du peuple palestinien que celui-ci, en tentant de s'y intégrer est parvenu dans une impasse qui risque fort de paralyser, pour une période indéterminable, le mouvement national palestinien.

La solution de rechange à la Conférence du Caire, n'est pas une hypothètique conférence de Genève, mais au contraire la lutte contre la paix impérialiste, sous toutes ses formes et contre l'ensemble des forces politiques et sociales dont l'intérêt réside dans l'établissement d'une telle paix. L'Etat sioniste et l'impérialisme, certes, mais aussi l'ensemble des régimes arabes (même si certains d'entre eux se trouvent acculés aujourd'hui à faire provisoirement front avec le mouvement palestinien, ils ont prouvé dans le passé et confirmeront dans l'avenir que, pour eux aussi, l'existence du mouvement palestinien est un danger qu'il s'agira tôt ou tard d'écraser.

Jim McILROY & Ron POULSEN

La victoire de Fraser annonce de mauvais jours pour les travailleurs

Le parti travailliste s'est prosterné devant la classe dominante. Cela lui a coûté cher aux dernières élections.

Les élections fédérales du 10 décembre 1977 ont reconduit le gouvernement de coalition libéraux-Parti national paysan du premier ministre Malcom Fraser, avec une avance de 50 sièges. Ce chiffre est comparable à celui du Parlement précédent où la majorité détenait 55 sièges de plus que l'opposition travailliste.

° ° °

Cet écart, dans une chambre des représentants qui comporte 124 sièges est une défaite écrasante pour le Parti travailliste australien (ALP – Australian Labor Party) qui est le seul parti de masse de la classe ouvrière dans le pays. Cela signifie une nouvelle période d'attaques contre l'emploi, les salaires, les assurances sociales et les droits démocratiques en 1978 succédant à deux années d'offensive réactionnaire menée par Fraser depuis l'éviction du Parti travailliste du gouvernement à la fin 1975. Le "coup" constitutionnel de Canberra du 11 novembre 1975 par lequel le gouverneur général, non élu, Sir John Kerr a éliminé le gouvernement travailliste dirigé par le premier ministre d'alors Gough Whitlam suscita un large mouvement de soutien à ce gouvernement chez les travailleurs, les étudiants et dans d'autres secteurs. Mais au cours des deux dernières années, Fraser a réussi à reprendre à la classe ouvrière un certain nombre de points importants acquis sous le gouvernement travailliste. Il a convoqué ces élections avec un an d'avance justement parce que les libéraux craignaient que des élections l'an prochain ne soient défavorables au gouvernement.

Un résultat surprise

Le résultat des élections fédérales a surpris tout le monde. La défaite des travaillistes a dépassé les prévisions les plus pessimistes. Le parti travailliste a perdu 2,8% de voix par rapport à 1975 bien qu'il ait gagné les élections partielles de Greensborough, que son score ait augmenté de 7,3% aux élections du Queensland et en dépit de l'hostilité largement répandue au gouvernement Fraser. Cela devrait entraîner une reflexion critique à la base comme dans la direction du mouvement ouvrier : où le parti travailliste a-t-il fait fausse route ? Comment se fait-il que le gouvernement Fraser ait pu infliger pour la deuxième fois une défaite électorale massive au Parti travailliste ? Deux années de chômage croissant, de restrictions des assurances sociales et d'attaques contre les salaires et les droits syndicaux avaient valu aux libéraux une haine de classe profonde dans le mouvement ouvrier. Et cependant, le reflux des partis de la coalition (moins 3,2% pour les libéraux, moins 0,1% pour le Parti national paysan) est bien moins important qu'on pouvait le penser après le déclin de l'ALP à l'échelle nationale. En fait, les défections libérales ne profitèrent pas au Parti travailliste mais aux Démocrates australiens.

Ces derniers forment un parti capitaliste "libéral", créé il y a six mois, qui en appelle aux petites entreprises et aux professions libérales. Dirigé par l'ex-libéral Don Chipp, il a gagné environ 10% des voix (près d'un million d'électeurs) rien qu'en attirant à lui les voix des mécontents du parti libéral et du parti travailliste. Mais de façon inattendue, ces votes de rejet jouèrent davantage contre les travaillistes que contre les libéraux.

Comment expliquer la performance désastreuse du Parti travailliste alors que le chômage atteint 360 000 personnes (5,8%), niveau record depuis la dépression de 1930 ?

Le 12 décembre, le "Sidney Morning Herald" titrait son éditorial "Un vote contre le socialisme". Mais c'est justement-là, ce qu'il n'était pas. Ni le socialisme, ni même les plus timides réformes n'étaient l'enjeu dans cette élection. L'ALP avait présenté la plate-forme la plus conservatrice et la plus favorable aux grosses entreprises depuis des années. Une fois de plus, ces élections ont montré que la prosternation devant la classe dominante, une politique droitière et une démobilisation consciente de ceux qui le soutiennent est le chemin le plus sûr de la défaite pour le Parti travailliste.

Le Parti travailliste n'a pas défendu les intérêts des travailleurs et à long terme cela lui a coûté très cher. Dans les années 1974-75, l'administration travailliste ne les a pas protégé contre la crise économique, l'accroissement rapide de

l'inflation et du chômage. En novembre 1975, les dirigeants travaillistes ne répondirent pas à leur élimination du gouvernement par les méthodes de lutte de la classe ouvrière en appelant à la grève générale; ils en appelèrent à la "démocratie" par le bulletin de vote. Au Parlement et dans les syndicats, les dirigeants du parti s'en tinrent à une attitude défensive, laissant à Fraser les mains libres pour continuer sa politique cynique. Le coup fatal fut porté par la mollesse de la campagne électorale des travaillistes, menée comme si la direction du parti ne voulait pas réellement gagner. La promesse la plus notable de leur campagne fut l'abolition d'une taxe sur les salaires, payée par les entreprises – un cadeau pour les patrons, mais pas une garantie que des emplois supplémentaires seraient créés.

Pas de réelle solution de rechange

Si les travaillistes ont cherché à gagner un plus large soutien ce n'était pas dans l'intention de défendre les intérêts de la population laborieuse d'Australie contre les patrons et les attaques des libéraux, mais au contraire de promouvoir une politique de conciliation avec la classe dirigeante et les classes moyennes pour prouver qu'il formerait un gouvernement "responsable". En 1975, les dirigeants de l'aile droite de l'ALP avaient tiré la conclusion que leurs réformettes avaient été trop en avance sur les masses, que l'ALP avait "été trop loin et trop vite". Après ce nouveau recul, il est certain qu'ils vont tirer la même conclusion, de façon encore plus lourde, expliquant que cela apparaît clairement "par la volonté du peuple" qui a rejeté leur politique. Mais se rapprocher encore des libéraux ne pourra qu'affaiblir un peu plus le Parti travailliste en démoralisant sa base et en chassant d'autres voix dissidentes vers les Démocrates.

Pour de nombreux électeurs, il était difficile de distinguer la politique travailliste de celle des libéraux, sauf par le réflexe du portefeuille et dans ce domaine, le Parti travailliste n'a pas dénoncé les pseudo-réformes fiscales des libéraux. Quant aux promesses de Whitlam de contenir la montée du

Gough Whitlam, dirigeant du Parti travailliste australien

Malcolm Fraser, Premier ministre et chef du Parti libéral

chômage, elles sonnaient creux après l'accroissement massif du chômage sous le gouvernement travailliste en 1974-75. La plate-forme du Parti travailliste était destinée à le réconcilier avec ceux-là mêmes – la classe dirigeante qui soutient Fraser – qui l'avaient mis à la porte en 1975 !. Whitlam eût même une réunion privée avec le magnat de la presse Rupert Murdoch dont les différents organes ont été les principaux exécutants du tir de barrage journalistique contre les travaillistes pendant ces élections, comme pendant les précédentes.

Que faut-il attendre de Fraser en 1978 ? Il est clair que la classe ouvrière et ses alliés auront à affronter de durs moments de la part d'un gouvernement qui fera valoir que ces élections lui ont donné mandat pour sa politique réactionnaire.

En ce qui concerne le chômage, les perspectives sont très sombres. Les fonctionnaires du Service de l'emploi et des relations industrielles prévoient que le chômage atteindra le chiffre de 425 à 430 000 en janvier-février, soit près de 7% de la force de travail. Fraser n'a présenté aucun espoir d'une amélioration dans la situation des chômeurs pendant sa campagne. En fait l'alourdissement probable de la politique économique d'austérité de la coalition, renforcée par le résultat des élections, fera considérablement augmenter le chômage; les jeunes sortant de l'école resteront en dehors du marché du travail et la diminution des dépenses publiques continuera.

Pour les salaires, il faut s'attendre à une pression croissante de la part du gouvernement pour obtenir un gel total des rémunérations, en fait, il s'agira d'une baisse des salaires encore plus forte que celle qui vient d'être imposée par la décision de la Commission d'arbitrage sur les indices.

Le maquillage libéral

Le problème de l'uranium va amener à brève échéance, une bataille frontale entre les syndicats et le mouvement anti-uranium d'un côté et le gouvernement et les propriétaires de mines de l'autre. Le défi qui va être lancé aux forces anti-

uranium dans le proche avenir pourrait bien être le premier test de la capacité des organisations de la classe ouvrière et celles d'autres secteurs qui s'opposent au gouvernement à lutter contre Fraser dans les conditions actuelles.

Ceux qui sont pour l'exploitation des gisements n'ont pas perdu de temps avant d'affirmer que le résultat des élections était un encouragement en faveur de l'uranium. Sir Ernest Titterton, professeur de physique nucléaire à l'Université nationale d'Australie et depuis longtemps partisan de l'armement nucléaire déclara : "Les syndicats avaient donné au gouvernement un ultimatum pour organiser un referendum. Eh bien, ce referendum a eu lieu avec les élections. Leur résultat en a été un soutien massif à la politique gouvernementale, dont l'un des aspects est l'exploitation et l'exportation de l'uranium." Les syndicats "devraient y regarder à deux fois avant de saboter l'avenir du pays" avertit Titterton.

Dire que les élections sont un appui à la politique gouvernementale de l'uranium ou au reste de son programme sur ce sujet, est un mensonge qui doit être immédiatement dénoncé. En fait, Fraser a veillé à mettre en sourdine le problème de l'uranium pendant la campagne. Les dirigeants de l'ALP ne l'ont eux-même que peu évoqué, sauf à la fin de leur campagne avec une brève période d'agitation sur ce thème, alors que la défaite semblait se dessiner. En tout cas, l'addition des voix des travaillistes et des Démocrates, également opposés à l'exploitation de l'uranium dépasse le nombre de voix des partis gouvernementaux.

Toute la campagne des Partis libéral et national paysan fut une opération de maquillage destinée à estomper les responsabilités du gouvernement en matière de chômage, de baisse du niveau de vie et de restriction des droits démocratiques en attaquant la "crédibilité" de Gough Whitlam et en jouant la carte des soi-disant "diminutions" d'impôts de la coalition gouvernementale.

En réalité, le gouvernement est en perte de vitesse comme le montre le déclin du chiffre de ses voix passant de 53 à 48 % à la Chambre des représentants. Cependant pour la plus grande part, ce n'est pas le parti travailliste qui a bénéficié de ce déclin mais ce sont les Démocrates australiens en signe de protestation contre la politique de Fraser. Par ailleurs, les voix de l'ALP sont descendues à 40%, c'est le score le plus bas qu'il ait atteint. Il est impossible de cacher qu'il s'agit d'une défaite désastreuse.

La politique «défaitiste» du Parti travailliste

Fondamentalement, la direction travailliste a mené une campagne défaitiste. Mais pour la base du Parti et pour ses sympathisants dans la classe ouvrière, un débat approfondi sur les perspectives doit s'ouvrir. Encore plus qu'en décembre 75, la défaite électorale est sous-tendue par la fausse route politique de la collaboration de classe.

Avec sa politique fiscale et d'autres concessions aux grosses entreprises, son refus de défendre l'échelle mobile des salaires ou d'exiger un programme s'attaquant réellement au chômage, son recul sur des questions-clés comme celles de l'uranium, Whitlam a mené le parti travailliste au désastre.

Mais plus profondément, c'est une défaite de la social-démocratie. C'est l'échec de ceux qui pensent que le meilleur moyen pour le mouvement ouvrier de se défendre contre les attaques réactionnaires de Fraser est de rester bien tranquille, de rechercher un arrangement avec les patrons et d'arrêter les grèves, les manifestations et autres actions de masse pour ne "se heurter" à personne.

Si le Parti travailliste et les dirigeants syndicaux réussissent à imposer un tel cours au mouvement ouvrier en 1978, le danger d'avoir à reculer encore bien davantage sera très réel.

Nous savons déjà par les déclarations de Fraser que le Service de renseignements australien va être renforcé pour lutter contre les soi-disant "partis extrémistes" dans le mouvement ouvrier. L'opinion générale de la classe dominante telle qu'elle se reflète dans les grands moyens d'information se prononce clairement pour la reprise en main des secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière. Le 12 décembre, "The Australian" écrit dans son premier commentaire après les élections : "Un affrontement sera nécessaire, dans des cas isolés, pour déraciner et détruire les noyaux des cellules communistes dont le but est de faire naufrager notre société."

Le mouvement ouvrier aura besoin de la plus grande unité autour d'une politique de lutte de classe dans la période critique qui va s'ouvrir, s'il veut battre en brèche les attaques de Fraser. Il faut construire, à la fois dans le Parti travailliste lui-même et dans les syndicats, une nouvelle direction qui ait la volonté de lutter pour les intérêts des travailleurs contre l'exploitation des mines d'uranium, pour les revendications des femmes, des Noirs, des immigrés, des jeunes.

Entreprendre de forger une telle direction de lutte de classe est la tâche centrale de l'année qui vient. Mais cette direction capable de défendre les intérêts des travailleurs ne pourra émerger que si une bataille pour une politique socialiste est menée dans les rangs de l'ALP et du mouvement ouvrier en général. Les luttes extra-parlementaires continuent en dépit du sort du Parti travailliste... le mouvement contre les mines d'uranium, les batailles du mouvement syndical, la campagne pour les libertés civiques dans l'Etat du Queensland, etc. Mais l'actuelle crise de direction et le manque de perspectives de l'ALP touchent toute la classe ouvrière et ses alliés. Ces difficultés ne seront surmontées que si une authentique direction socialiste, se basant sur des méthodes de lutte de classe et rejetant la collaboration de classe qui prévaut aujourd'hui dans l'ALP, se construit dans les luttes futures con- Fraser. Si ce n'est au Parlement, c'est dans les rues et les entreprises, dans les bureaux et dans les écoles que la lutte continue !

Jean-Claude BERNARD

PS-PC : ni progamme commun ni union de la gauche

La campagne électorale est lancée.
L'alliance, puis la compétition entre PS et PC font place
à la crise ouverte et à la rupture de l'union de la gauche.

Le 7 novembre 1975, quatre ans à peine après que le Bangladesh eut conquis son indépendance, une révolte populaire secouait le pays. Le régime militaire du général Khaled Musharraf, installé depuis quatre jours était renversé au milieu d'exubérantes manifestations de rue. Un nouveau régime militaire, avec à sa tête le général Ziaur Rahman, devait rapidement prendre sa place. Les événements de cette journée représentaient bien plus qu'un simple coup d'Etat. Lawrence Lifschultz donne un compte-rendu détaillé de la mutinerie dans son article intitulé : "Le dernier testament d'Abu Taher – Bangladesh : la révolution inachevée." Cet article est paru en août 1977 dans l'hebdomadaire indien "Economic and Political Weekly", publié à Bombay.

Pendant plusieurs années, Lifschultz a été correspondant au Bangladesh de la "Far Eastern Economic Review". Il qualifie la rébellion de "révolte de soldats sans précédent dans le sous-continent (indien) depuis 1857, lorsque l'armée coloniale des Indes s'est soulevée contre les Britanniques". A l'appui de son analyse de la rébellion et des événements qui l'ont accompagné, Lifschultz fournit une importante documentation : des tracts distribués par les troupes rebelles, des lettres et des textes inédits, rédigés par Abu Taher, inspirateur de la mutinerie et dirigeant du Parti socialiste clandestin, le Jatyo Samajtantrik Dal (JSD : Parti socialiste national).

° ° °

Au cours du soulèvement et dans les jours qui l'ont suivi, les troupes exigèrent la création d'une "armée révolutionnaire", la "libération de tous les prisonniers politiques", le choix d'officiers sortis du rang et la constitution d'organisations révolutionnaires armées liées aux comités d'étudiants, de paysans, d'ouvriers révolutionnaires et de masses laborieuses du pays".

Pour empêcher les troupes rebelles et leurs partisans civils de de réaliser leurs objectifs, le général Zia, parvenu au pouvoir à la faveur du soulèvement, déclencha rapidement la répression. Des militants politiques, y compris Abu Taher, furent arrêtés ; plusieurs unités militaires furent démantelées ou désarmées ; une chasse aux sorcières généralisée fut déclenchée contre le JSD. L'année suivante, une série de dirigeants du JSD furent jugés par un tribunal militaire secret. Plusieurs d'entre eux furent condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement et Taher fut exécuté.

Lifschultz note que les forces représentées par Taher et celles dirigées par Zia s'affrontaient "sur une question dont on peut dire en substance, qu'elle divise tout le monde sous-développé. Qu'adviendrait-il ? le socialisme révolutionnaire dans l'une des nations les plus pauvres de la planète ou une étape de développement capitaliste basée sur les largesses des Américains et les plans de la Banque mondiale ?"

Libération nationale et socialisme

S'efforçant d'analyser la dynamique de ce conflit au Bangladesh, Lifschultz remonte aux origines des mouvements bengalis nationalistes et socialistes. Avant l'indépendance de 1971, le Bangladesh était appelé Pakistan Oriental (ou Bengale Oriental). Il était politiquement et économiquement sous la domination du Pakistan Occidental, situé à plus de 1500 km de là. Les Bengalis ont fortement résisté à cette oppression nationale. Dès 1952, un mouvement linguistique bengali s'opposait à l'imposition prévue de l'Urdu, la langue officielle du Pakistan.

La Ligue Awami était l'organisation nationaliste la plus importante. Lifschultz la caractérise comme "un parti nationaliste bourgeois dont l'objectif principal, d'abord dans la lutte pour l'autonomie puis pour l'indépendance, fut de constituer la bourgeoisie bengalie en tant que classe pour elle-même et non subordonnée aux intérêts capitalistes du Pakistan Occidental". Dans son combat contre la domination du Pakistan Occidental, elle parvint à gagner le soutien de masse de la population bengalie.

Dans les années soixante une série d'organisations de gauche sont apparues au Bengale Oriental. Parmi les groupes maoïstes, certains comme le Parti communiste du Pakistan Oriental (marxiste-léniniste) dirigé par Mohammed Toaha, identifiaient le combat nationaliste à la direction de la Ligue Awami et expliquaient que celui-ci ne faisait que refléter le conflit existant existant entre différentes ailes de la bourgeoisie pakistanaise. Ils adoptèrent donc une position sectaire envers la lutte nationaliste bengalie, l'opposant à une mythique unité des travailleurs du Pakistan Oriental et Occidental contre leur ennemi de classe commun. Certains groupes maoïstes devaient, plus tard, participer à la guerre d'indépendance du Bangladesh. Le désarroi ravagea les rangs de la plupart de ces organisations parce qu'elles n'avaient pas su discerner le caractère central de la question nationale dans la lutte des classes du Bengale Oriental et parce que Pékin avait ouvertement apporté son soutien au régime du Pakistan Occidental de Yahya Khan. Le PC pro-Moscou du Bangladesh et la Ligue nationale Awami (Muzzafar), également favorable à Moscou, soutenaient activement les campagnes de la Ligue Awami.

Lifschultz écrit que "la gauche pro-Moscou défendait la thèse selon laquelle le socialisme pouvait être réalisé pacifiquement par la voie parlementaire". Après l'indépendance, ces deux partis s'affirmèrent comme les partisans les plus résolus du régime de la Ligue Awami de Sheikh Mujibur Rahman.

Outre ces groupes pro-Pékin et pro-Moscou, il existait un troisième courant se réclamant du socialisme. Après l'indépendance, ce courant apparut sous les traits du JSD. Lifschultz écrit :

"Selon des documents récents du parti et des déclarations de sa direction, l'histoire du JSD commença en 1962 lorsqu'un 'groupe de jeunes hommes conscients' forma 'un noyau' à l'Université de Dacca. Leur position différait de celle d'autres groupes radicaux sur plusieurs points importants, particulièrement dans le domaine stratégique. Comme beaucoup d'autres, ils estimaient que le socialisme était la seule solution à la profonde misère, à l'arriération sévère et au sous-développement croissant du Bengale Oriental. Ils considéraient cependant que l'indépendance du Bengale Oriental – le Bangladesh – était un élément et une conditions nécessaires du combat pour une société socialiste. Ils s'organisèrent dans ce qu'ils appelèrent un 'noyau' formé autour de certaines personnalités, dont Sirajul Alam Khan, l'ancien secrétaire de la Ligue étudiante du Pakistan Oriental. Le groupe avait pour thèse essentielle que la 'question nationale' représentait la contradiction politique majeure de la société bengalie à cette étape de son histoire. L'exploitation du Pakistan Oriental par le capital basé dans la partie occidentale avait pris la forme de l'oppression 'nationale'. Selon eux, la brutalité du capitalisme pakistanais occidental fournissait l'axe d'un mouvement politique de masse...

"L'expérience d'une intense lutte nationaliste au Bengale Oriental qui, en même temps, défendrait les droits démocratiques contre le régime militaire autocratique attirerait à la politique et à l'agitation de masse des millions de personnes. La tradition pakistanaise de régimes militaires antidémocratiques laissait prévoir que la violence d'Etat serait utilisée pour écraser un tel mouvement; la réalisation ultime des droits démocratiques du peuple du Bengale Oriental devrait donc finalement prendre la forme de la lutte armée. A cette phase du cours des événements, le noyau du JSD estimait qu'il serait possible de transformer un mouvement nationaliste armé en mouvement révolutionnaire."

Malgré leur prise de position en faveur d'un Bangladesh indépendant et socialiste, les jeunes socialistes bengalis ne voyaient pas l'importance de maintenir leur indépendance de classe face à la Ligue Awami bourgeoise; ils allèrent jusqu'à y adhérer. "Mais à cet instant même, rapporte Lifschultz, ils se mirent à penser qu'il existait en réalité'deux partis en un'. Au moment voulu, ils s'attendaient à ce que l'un donne naissance à l'autre."

Bien que Lifschultz ne le dise pas, c'était là une erreur politique de taille, débarrassant la direction du mouvement nationaliste, c'est-à-dire la Ligue Awami, de la préoccupation d'avoir à relever un défi sérieux en cette période cruciale du développement de la lutte. Ce "noyau" socialiste apparut aux yeux des masses comme la couche la plus militante des jeunes membres de la Ligue Awami. Lorsque la direction de la Ligue Awami hésita aux moments décisifs, les militants socialistes exercèrent une pression considérable sur elle pour qu'elle ne trahisse pas le combat nationaliste. Ceci devint le plus évident durant la crise politique qui précéda immédiatement l'éclatement de la guerre.

La guerre d'indépendance

En décembre 1970, après une campagne pour l'autonomie régionale, la Ligue Awami remporta une victoire nationale aux élections à l'Assemblée nationale pakistanaise, enlevant la majorité absolue des sièges. Les dirigeants pakistanais ne pouvaient cependant pas admettre l'entrée en fonction de la Ligue Awami et ils refusèrent de convoquer l'Assemblée nationale. Tandis que Mujibur Rahman tentait de négocier un compromis avec Yahya Khan, la dictateur pakistanais mettait ses troupes en place. Finalement, le 25 mars 1971, il lançait une attaque militaire d'envergure contre le peuple bengali.

Dès avant les élections cependant, le "noyau" au sein de la Ligue Awami poussait à abandonner la revendication d'autonomie en faveur de celle d'indépendance politique complète.

En août 1970, l'un des membres du "noyau" présenta une motion à la Ligue étudiante du Pakistan Oriental, pour un Bangladesh indépendant et socialiste. Deux mois auparavant, les les militants du "noyau" avaient rédigé un projet de déclaration d'indépendance et dessiné un nouveau drapeau du Bangladesh. Après les élections et l'ajournement sine die de la convocation de l'Assemblée nationale, écrit Lifschultz, Sheikh Mujib était hésitant et incertain :

"Il était incapable de décider s'il fallait encore approfondir sa position présente en faveur de l'autonomie fédérée ou s'il fallait formuler sans équivoque la revendication d'indépendance. Le 2 mars, lors d'un rassemblement géant auquel participait Mujib, A.S.M. Abdur Rab, qui devint plus tard secrétaire général du JSD, brûla solennellement le drapeau pakistanais et brandit le nouveau drapeau national. Le lendemain, au cours d'un autre meeting sur le Paltan Maidan, Shahjahan Siraj, qui s'affirma ensuite comme l'un des principaux dirigeants du JSD, lut le "Manifeste pour un Bangladesh indépendant". Enfin, le 7 mars, la direction étudiante de ce qui s'appelait désormais la Ligue des étudiants du Bangladesh (et plus du Pakistan Oriental) adressa un ultimatum à Mujib : ou bien il déclarait l'indépendance ou bien elle l'abandonnait pour créer une organisation indépendante."

Devant cette éventualité, Mujib mollit. Lors d'un rassemblement de plus d'un million de personnes, le 7 mars, il déclara que la lutte était désormais pour "l'émancipation et l'indépendance" totales.

Pendant la guerre qui s'ensuivit, où près d'un million de Bengalis périrent, la direction de la Ligue Awami fit tout pour conserver le contrôle de la lutte pour l'indépendance, depuis son siège installé en Inde. Mais la campagne d'extermination pakistanaise stimula la résistance massive de la population bengalie et plusieurs groupes de guérilla virent le jour, certains plus ou moins indépendants de la Ligue Awami. L'un d'entre eux était dirigé par Abu Taher, ancien officier de l'armée pakistanaise qui avait fui le Pakistan Occidental pour se joindre au combat du Bangladesh. Avec un autre dirigeant de la guérilla, Mohammed Ziauddin, il s'opposa aux conceptions de la Ligue Awami et de ses alliés indiens sur l'organisation d'une guerre conventionnelle contre les forces pakistanaises en faveur de la constitution d'une armée de guérilla.

La Ligue Awami résista à cette idée, craignant que la mobilisation de masse n'échappe à son contrôle. Cependant les forces de Taher devaient remporter certaines des victoires les plus importantes de cette guerre.

Taher et les autres dirigeants de la guérilla étaient aussi contre une intervention militaire indienne directe aux côtés de la Ligue Awami, expliquant que les Bengalis devaient mener ce combat eux-mêmes, aussi long dusse-t-il être. La Ligue Awami et le régime d'Indira Gandhi en Inde refusèrent cette méthode." Leur objectif, écrit Lifschultz, était de remettre le pouvoir du Bangladesh à un gouvernement de la Ligue Awami, aussi vite que possible." Lifschultz énumère deux des facteurs qui motivaient l'intervention militaire indienne : la rivalité traditionnelle entre New Delhi et le Pakistan et son désir d'installer au Bangladesh un régime dépendant de l'assistance indienne. Il y avait cependant un troisième facteur bien plus important. New Delhi craignait que si la lutte se poursuivait encore longtemps, les éléments prosocialistes parmi les forces indépendantistes verraient leur audience s'étendre. Dans une déclaration d'avril 1971, le Secrétariat unifié de la IVe Internationale notait que la lutte pour la libération nationale et le socialisme au Bangladesh "ne peut être freinée que par une intervention de la bourgeoisie indienne, dont le seul intérêt est de préserver le statu quo et d'empêcher le combat du Bangladesh de gagner le Bengale Occidental", L'Etat bengali situé à l'intérieur des frontières de l' Inde.

Afin de bloquer une telle possibilité, les troupes indiennes entrèrent en masse au Bangladesh le 3 décembre 1971. Moins de deux semaines après, l'armée pakistanaise se rendait et le Bangladesh obtenait son indépendance formelle. Comme prévu la Ligue Awami de Mujibur Rahman s'installait au pouvoir.

L'émergence du JSD

Le nouveau régime se retrouva presqu'immédiatement confronté aux défis politiques que lui lançait, de l'intérieur de la Ligue Awami, le "noyau" socialiste". Dès janvier 1972, ce dernier se dota d'une expression publique avec le quotidien "Gonokontho" ("La Voix du peuple"). En deux ans, celui-ci devenait le second journal du pays. Lifschultz poursuit : "Mujib revint à Dacca le 10 janvier, sous les acclamations d'une foule immense. Dès son arrivée, les dirigeants étudiants qui l'avaient poussé à déclarer l'indépendance un an auparavant, s'adressèrent à lui. Ils lui firent part de leur proprosition d'un vigoureux programme de nationalisations, de coopératives, de réforme agraire et de reconstruction du pays détruit par la guerre. Ils appelèrent la Ligue Awami à adopter un programme spécifique de transition au socialisme. Ils proposèrent aussi la formation d'un 'gouvernement d'unité nationale' comprenant tous les partis qui s'étaient battus contre le Pakistan et non la seule Ligue Awami."

Devant le refus de Mujib, les militants socialistes rompirent ouvertement avec la Ligue Awami. Ils emmenèrent la moitié des effectifs de la Ligue des étudiants pour former une organisation rivale. Ils firent de même dans les fédérations ouvrières et paysannes de masse. Sans être encore officiellement proclamé, le JSD fut effectivement créé en octobre 1972. Le colonel Abu Taher en était secrètement membre.

C'est à ce moment que la popularité du régime de Mujib commença à décliner. Les dirigeants de la Ligue Awami étaient compromis dans des affaires de corruption et de marché noir. Tandis que 100 000 personnes mouraient dans la famine de 1973-74, les fonctionnaires du gouvernement s'enrichissaient en détournant les secours internationaux. Le malaise et l'agitation s'étendaient. Certaines des forces de guérilla engagées dans la guerre d'indépendance prirent à nouveau les armes, lançant des insurrections locales à la campagne. Le JSD devi rapidement un parti de masse dans les villes. En décembre 197 il était capable d'organiser des manifestation de 100 000 personnes. En janvier et février 1974, il organisait deux grèves générales contre le régime de Mujibur . Ce dernier se tourne de plus en plus vers la répression. Les locaux du quotidien du JSD "Gonokontho" furent mis à sac et brûlés. De nombreux partisans du JSD furent abattus dans la rue et plusieurs dirigeants de premier plan du parti furent arrêtés.

En décembre 1974, Mujib décréta l'état d'urgence au Bangladesh. Le JSD riposta en passant à la clandestinité et en mettant en route des préparatifs pour une action armée contre le régime. En juillet 1974, le JSD créa officiellement sa branche armée, les Biplobi Gono Bahini (BGB : Armée révolutionnaire du peuple), commandés par Abu Taher. Plus tard, le JSD forma une aile clandestine dans l'armée régulière du Bangladesh, les Biplobi Shainik Sangstha (BSS : Organisation révolutionnaire des soldats).

Le JSD était en train de mettre au point ses plans d'insurrection contre le régime Mujib quand ce dernier fut renversé par un coup d'Etat le 15 août 1975. Mujib fut tué et Khondakar Mustaque Ahmed prit le pouvoir. Il fut lui-même renversé par le général Khaled Musharraf, le 3 novembre. Selon Lifschultz, le général Ziaur Rahman, qui était ami de Taher depuis la guerre d'indépendance, fut arrêté et obligé de démissionner de son poste de chef d'Etat-major. Juste avant d'être emprisonné, il appela Taher et lui demanda son aide.

La «révolution sepoy»

Le coup d'Etat de Khaled fut extrêmement impopulaire. La presse indienne lui apporta cependant son soutien, confortant ainsi la rumeur selon laquelle le régime indien était derrière ce coup d'Etat. (A cette époque, le ressentiment bengali contre l'influence indienne omniprésente au Bangladesh, était déjà grand.)

Les dirigeants du JSD estimèrent que la situation créée par le coup d'Etat de Khaled leur était propice. Mais leurs objectifs globaux dans le lancement d'une insurrection de masse semblen avoir été vagues et confus. Lifschultz cite le numéro du 23 février 1976 de "Samyabad" ("Communisme"), l'organe théorique du JSD. La décision avait été prise :

"1 - Pour ébranler l'unité du groupe armé oppresseur le plus actif et le plus organisé de l'appareil d'Etat bourgeois.
2 - Pour rétrécir les capacités organisationnelles de la bourgeoisie.
3 - Pour affaiblir les forces impérialiste révisionnistes et hégémoniques qui sont les patrons de la bourgeoisie nationale.
4 - Pour aller aussi loin que possible sur la voie du rétablissement d'une situation démocratique dans la perspective ultime d'en finir avec la démocratie bourgeoise.
5 - Pour préparer le terrain à l'établissement et au développement du pouvoir d'Etat prolétarien et des forces politiques parallèles au système étatique bourgeois."

De plus, Lifschultz note que l'une des préoccupations immédiates du JSD était d'obtenir la libération des 62 000 prisonniers politiques du pays, dont environ 10 000 étaient militants et pour certains membres du Comité national du JSD.

Par le canal de son organisation secrète dans l'armée, les BSS, le JSD (en particulier Abu Taher) organisa des réunions clandestines de sous-officiers et de Sepoys (soldats). Le 5 novembre , ils distribuèrent des milliers de tracts dans les casernes et les usines. Le 7 novembre, les militants des BSS de la garnison de Dacca, conjointement avec ceux des BGB, l'autre organisation armée du JSD, organisèrent la rébellion contre Khaled, mettant rapidement son régime à bas. Khaled fut tué au cours du soulèvement. Des manifestations avaient été organisées pour se dérouler en même temps que le soulèvement militaire. Des milliers de personnes descendirent dans la rue en réponse à l'appel du JSD. Lifschultz écrit : "Le jour de la mutinerie, des foules se pressaient pour acclamer les soldats. Les Sepoys tiraient joyeusement en l'air en clamant leur mot d'ordre : "Les soldats et le peuple sont unis." Ils traversèrent les rues de la capitale. Le climat était à l'euphorie."

Outre Dacca, les troupes se soulevèrent à Rangpur, Chittagong, Comilla et Jessore. Rien qu'à Dacca et à Rangpur, les soldats exécutèrent 40 de leurs officiers. Le 9 novembre, un officier de haut rang se lamentait car moins de 35% de ses pairs contrôlaient encore leurs garnisons. Selon Lifschultz, le jour du soulèvement, le JSD proposa :

"...L'établissement d'un gouvernement d'intérim comprenant tous les partis qui avaient été victimes de la répression sous le régime de Mujib et qui avaient soutenu la lutte pour l'indépendance du pays... Le JSD appela un tel gouvernement à organiser de nouvelles élections, à rétablir la liberté de la presse et le droit de réunion politique publique. Dans l'armée, dans les usines et à la campagne, le JSD appela à la formation de nouveaux organes de pouvoir, comme par exemple des comités de soldats, privant la bureaucratie d'Etat de son autorité."

Le JSD n'eut pas beaucoup de temps pour mettre en pratique son programme. Ses dirigeants commirent une erreur politique grave en permettant l'accession au pouvoir du général Zia, qui avait été libéré au cours du soulèvement. Lors de son procès, Taher admit que c'est lui qui avait proposé que Zia prenne le poste de gouverneur militaire sous la loi martiale. En fonction de leur expérience passée, Taher et les autres dirigeants du JSD pensaient que Zia leur accorderait au moins la satisfaction de certaines de leurs revendications démocratiques telles que la libération des prisonniers politiques. Zia ordonna bien la libération du président du JSD, M.A. Jalil et de son secrétaire général, A.S.M. Abdur Rab. Il apposa même sa signature au bas de la liste des 12 revendications formulées par les troupes rebelles. Mais Zia avait d'autres objectifs. Lifschultz écrit :

"Les forces fondamentalement opposées au radicalisme du soulèvement tentèrent rapidement de rétablir leur position. Mababul Alam Chashi, éminence grise du coup d'Etat qui renversa Mujib, semble avoir convaincu Zia de changer d'attitude.

S'appuyant sur le corps de la police nationale, entraînée par les Américains, particulièrement sur les unités paramilitaires de la police spéciale de combat et sur la National Security Intelligence (NSI : Centrale nationale de sécurité), la droite serra les rangs."

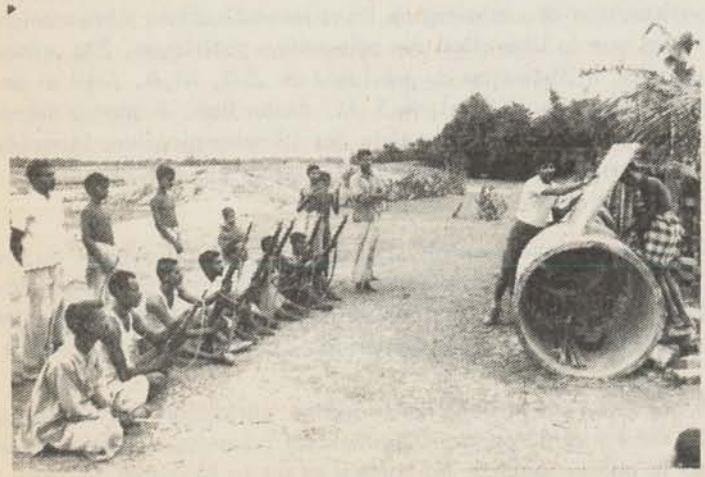
Commentant la confiance initiale exprimée par le JSD à l'égard de Zia, Lifschultz déclare : "C'était une erreur grave, comparable à la confiance que les communistes chinois avaient mise en Chiang Kai-shek avant les massacres de 1927."

Cependant, le 15 novembre, le JSD se dissociait publiquement de Zia. Jabil et Rab appelèrent à la constitution immédiate de "comités révolutionnaires" parmi les troupes, la classe ouvrière, les paysans et les intellectuels pour préparer la révolution socialiste. Mais Zia frappa le premier. Le 23 novembre, il fit arrêter Jalil, Rab et d'autres dirigeants du JSD. Le lendemain, Taher fut emprisonné. Dans tout le pays, le JSD était pourchassé. Ne pouvant faire confiance à la majorité de l'armée régulière, Zia fut contraint d'utiliser la police et les unités paramilitaires spéciales pour accomplir sa besogne. On rapporta que deux unités dissidentes furent difficilement désarmées à Dacca et que des centaines de soldats avaient été arrêtés ailleurs. En décembre, la presse se faisait l'écho de la capture de 1000 "mécréants", selon l'expression utilisée par le régime militaire pour désigner les membres du JSD. Durant ce mois, une nouvelle mutinerie éclata à la base navale de Chittagong et, en mars, c'était au tour d'autres régiments de la garnison de Chittagong de se rebeller.

La «justice» militaire à huis clos

La répression de Zia contre le JSD encouragea certains des éléments les plus réactionnaires de l'armée et de l'administration à refaire surface. Parmi eux se trouvait une couche d'officiers bengalis qui étaient restés au Pakistan jusqu'en 1973 et qui n'avaient pas participé à la lutte pour l'indépendance. Ils réclamèrent un procès des dirigeants du JSD emprisonnés. Lifschultz écrit :

"De hauts fonctionnaires de la Centrale nationale de sécurité et du ministère de l'Intérieur joignirent leurs voix à ce chœur exigeant un procès pour régler définitivement l'affaire... A la tête de ces deux organismes se trouvaient des hommes qui avaient exercé les plus hautes responsabilités dans ce domaine sous la dictature du Pakistanais Ayub Khan; ils s'agissait respectivement de A.M.S. Safdar et de Salaudin Ahmed. Ces technocrates de droite soudain réhabilités avaient repris leurs fonctions tout de suite après l'assassinat de Mujib. Nombre d'entre eux avaient été accusés en 1971 de collaboration active avec l'armée pakistanaise."



Guérilleros pendant la guerre d'indépendance en 1971

En même temps, les maoïstes du Parti communiste du Bengale Oriental (marxiste-léniniste), dirigé par Mohammed Toha, apportaient leur soutien au général Zia.

Toaha dénonça publiquement les activités du JSD, l'accusant "de semer le mécontentement et la dissenssion parmi les Jawans (les troupes) des Forces armées en agitant le hochet des divergences de classe entre les différentes couches de l'armée. En utilisant cette tactique fourbe, ils ont tenté de désorganiser les forces de défense et d'ouvrir la voie à une invasion facile du territoire du Bangladesh par l'armée indienne".

En juin 1976, un tribunal militaire spécial fut constitué afin de juger en secret Taher et les autres dirigeants politiques. On annonça plus tard qu'ils avaient été accusés de mutinerie, de trahison et de "propagation d'idéologie politique parmi les officiers et les autres membres des Services de défense, des Artilleurs du Bangladesh, des Forces de police et des Ansars".

Outre Taher, Jalil et Rab étaient aussi jugés Hasanul Huq Inu, secrétaire de la Ligue Krishnak (des paysans), Mohammed Shajahan, président de la Ligue Shramik (des ouvriers) et M.R. Manna, secrétaire général de la Ligue Chattra (des étudiants). Sirajul Alam Khan, fondateur et dirigeant du JSD, passé dans la clandestinité, fut jugé par contumace.

Dans son intervention au procès, dont le compte-rendu est aujourd'hui interdit au Bangladesh, Taher rejeta l'accusation de complot et dénia toute compétence au tribunal. Il raconta son isolement en détention, la torture et les menaces auxquelles il avait été soumis. Il rappela son rôle dans le combat pour l'indépendance et dans le soulèvement du 7 novembre. Il conclut en déclarant : "Je vous préviens, comme je préviens les maîtres corrompus de ce pays, en touchant à ma vie vous brûlerez l'âme de ce pays." Le tribunal militaire annonça son verdict le 17 juillet. Taher était condamné à mort, Jalil et un autre dirigeant du JSD à la prison à perpétuité; le reste à de lourdes peines d'emprisonnement. Seuls treize accusés durent acquittés.

Bien que Lifschultz n'en fasse pas mention, le quotidien américain "Washington Post" annonça, le 15 août 1976, que ce verdict avait coïncidé avec "une mutinerie au camp militaire de Bogra, située à 150 km à l'est de la capitale. Cent personnes furent arrêtées au cours de cette rébellion qui dura toute une journée..." Le 30 septembre 1977 une nouvelle mutinerie éclata à Bogra, suivie, deux jours après, par un soulèvement militaire à Dacca. Après son écrasement, le JSD et deux autres partis furent interdits et près de cent soldats furent condamnés à mort.

Quatre jours après sa condamnation par le tribunal militaire, le 21 juillet 1976, Abu Taher fut pendu. C'était la première exécution politique au Bengale depuis 1934. Selon la lettre d'un de ses amis, juste avant d'être pendu, Taher s'écria : "Vive le Bangladesh ! Vive la révolution !"

Nahuel MORENO

Le spectre du «cordobazo»

Plus de cent conflits,
la grève des trains et du métro :
la dictature discute d'une «ouverture»
pour parer à l'explosion.

Un spectre hante l'Argentine : celui du "cordobazo", celui des masses dans la rue érigeant des barricades et poursuivant les forces de police, comme à Cordoba en 1969, sous la précédente dictature militaire. C'est ainsi que le gouvernement de Videla et la bourgeoisie ont vécu les grèves héroïques des cheminots, des travailleurs du métro, des électriciens de Rosario, des ouvriers d'Alpargatas et tant d'autres luttes du mouvement ouvrier argentin, déclenchées en octobre et dans les premières semaines de novembre 1977

° ° °

Il n'y a pas eu de "cordobazo" mais les militaires ont été obligés de reculer par rapport à leurs plans initiaux ; tous les secteurs de la bourgeoisie discutent pour savoir quelle est la meilleure manière d'éviter une nouvelle semi-insurrection semblable à celle de 1969. Malgré tout, la résistance à la dictature a fait un bond en avant. Ceci contribuera à la création de conditions propices à la modification du rapport des forces en faveur des travailleurs, non seulement en Argentine mais dans le cône sud de l'Amérique latine.

Trains et métro : une victoire ouvrière

Les conflits déclenchés en octobre marquent le point le plus haut atteint par la résistance à la junte militaire depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976. Les statistiques publiées par la presse bourgeoise enregistrent un record du nombre d'heures de grève. Il n'y a pratiquement pas eu d'usine ou de secteur qui n'ait formulé des revendications salariales : depuis la simple pétition jusqu'au débrayage, en passant par la résistance passive et la grève du zèle. Des luttes se sont produites dans des entreprises comme Canale, Cristalux, Lozadur, Marshall, Camea, Capea, Selsa, Cantabrica, Imsa, Tamet, Centenera, Molinos, la Banque de la nation, la Banque du Canada et la liste pourrait continuer. La plus importante de ces luttes survenues au cours des premières semaines d'octobre fut la grève de l'usine IKA-Renault de Cordoba, durement réprimée par l'armée. Dans la plupart des cas, les patrons ont été contraints de céder des augmentations de salaire.

Mais la "température" a atteint son maximum lorsque les travailleurs des secteurs publics du chemin de fer et du métro se sont jetés dans la lutte. Les premiers ont spontanément déclenché une grève qui s'étendit rapidement de Buenos Aires à tout le pays, contre les misérables 15% d'augmentation du salaire des fonctionnaires, octroyés par le ministre de l'Economie, Martinez de Hoz. D'autres secteurs se joignirent immédiatement à la lutte. Les travailleurs du métro cessèrent le travail; ceux de l'hippodrome, des lignes aériennes, du pétrole, de l'électricité de Rosario, de certains réseaux d'autocars, etc. firent des grèves partielles.

Toutes ces luttes bénéficièrent de la solidarité populaire.

Après plus d'une semaine de ce régime, le gouvernement se vit obligé de céder des augmentations de salaires qui variaient entre 30 et 40%. Bien qu'elles ne suffisent pas à rattraper l'augmentation des prix, ces augmentations représentent une victoire considérable pour le mouvement ouvrier. Les militaires ont été obligés de reconnaître la légitimité des revendications des travailleurs et de faire un pas en arrière. Les formes de luttes, elles, on fait un pas en avant : depuis la lutte des cheminots et des travailleurs du métro, la méthode de la grève – avec ou sans occupation – commence à se généraliser. Avant octobre, c'était le travail au ralenti ou la grève du zèle, dans une moindre mesure le débrayage qui prédominaient. Avec la grève du secteur public, la classe ouvrière argentine a remporté la victoire dont avaient été privés les travailleurs de l'électricité (affiliés au syndicat Luz y Fuerza : lumière et énergie) et ceux du téléphone. La résistance s'en est trouvée notoirement renforcée comme en témoigne l'entrée en lutte, après cette victoire, des travailleurs de l'entreprise textile Alpargatas et de la Banque du crédit argentin.

Ni grève générale ni nouveau «cordobazo»

Durant les grèves d'octobre-novembre, les conditions objectives d'une grève générale étaient réunies. Fait sans précédent depuis de nombreuses années, une grève des transports rencontra la solidarité de toute la population qui exprimait ainsi sa

volonté d'en finir avec les salaires de misère et la situation imposée par le gouvernement militaire et son plan économique. Presque tout le mouvement ouvrier était en lutte pour des revendications salariales, mais personne ne fit converger ces grèves partielles en une lutte unique contre le gouvernement. Il manquait une direction qui lance cet appel à la grève générale. Un tel "argentinazo" aurait mis en question non seulement la figure détestée de Martinez de Hoz, mais le gouvernement dans son ensemble. La bureaucratie syndicale péroniste est responsable de cette situation. Malgré les interventions militaires dans la CGT (Confédération générale du travail) et dans les syndicats, la bureaucratie conserve une énorme influence; mais elle prit bien garde de ne pas aller trop loin.

Il serait pourtant erroné de croire que les directions syndicales ne font pas partie de la résistance ouvrière. La bureaucratie résiste à sa manière, qui n'est pas celle de la mobilisation permanente mais celle de l'utilisation des luttes pour négocier avec la bourgeoisie dans de meilleures conditions. D'une part, la bureaucratie stimule l'éclatement des conflits et les laisse ensuite se développer. C'est ainsi que de nombreux syndicats ont réclamé publiquement des augmentations de salaires, comme ce fut le cas, par exemple, pour les coordinations des secteurs publics, du pétrole, des employés du commerce, des assurances, ou la Commission des 25 (comité de fédérations dont certaines sont placées sous tutelle militaire), etc. Mais, d'autre part, la bureaucratie syndicale péroniste ne pousse pas ces mobilisations de masse jusqu'à la grève générale, ce qui impliquerait un choc frontal avec la dictature.

Etant donné que le gouvernement a décidé de lui porter des coups pour appliquer son plan de famine, la bureaucratie résiste à sa manière, avec l'ensemble du mouvement ouvrier. La CGT et des syndicats importants comme l'Union ouvrière de la métallurgie ou le syndicat automobile SMATA ont été placés sous tutelle militaire. Le gouvernement contrôle les fonds gigantesques des services sociaux, auparavant monopolisés par la bureaucratie; il maintient en prison des centaines de dirigeants syndicaux dont le chef de la bureaucratie péroniste, Lorenzo Miguel. D'autres, comme le dirigeant du syndicat Luz y Fuerza, Oscar Smith, ont "disparu".

En Espagne, le Parti communiste s'est trouvé dans une situation analogue. Tant que le franquisme leur refusait une part du gâteau, les bureaucrates du PCE ont joué un rôle relativement positif en développant la résistance à la dictature au travers des Commissions ouvrières, ce qui accéléra l'usure du régime. A mesure que le franquisme approchait de sa fin et particulièrement lorsque Suarez est entré en scène, les choses changèrent de couleur. Le régime donna quelques miettes du gâteau au PCE. Suarez légalisa le PCE, reconnut les Commissions ouvrières comme syndicat et ouvrit les portes des Cortes à Carrillo et compagnie. A partir de ce moment, les travailleurs espagnols se retrouvèrent avec un dirigeant légendaire des Commissions ouvrières, Marcelino Camacho, qui ne les appelait plus à faire la grève, mais à la briser (comme en Euskadi), qui abandonnait le drapeau de la République pour brandir la bannière sang et or du franquisme et qui, finalement, acceptait le Pacte de la Moncloa gelant les salaires et réprimant les luttes des travailleurs.

La junte militaire (de g. à d. : Massera, Videla, Mason)

Il est probable que la bureaucratie syndicale argentine connaîtra une évolution semblable. L'application du plan de Martinez de Hoz exige la liquidation des grands syndicats ouvriers La dictature veut leur substituer des petits syndicats d'entreprise ou de localités, afin de disperser les forces du mouvement ouvrier. Pour la bureaucratie une telle situation est synonyme de liquidation de son énorme appareil. Tant qu'il en sera ainsi la bureaucratie continuera à être dans l'opposition à la dictature et à jouer un rôle relativement positif. A l'instar du PCE, si elle parvient à se mettre en bonne position pour négocier, elle trahira de nouveau les travailleurs.

Mais les révolutionnaires ne peuvent confondre le futur avec le présent. Ce serait faire montre de sectarisme infantile que de refuser de comprendre qu'aujourd'hui il faut pousser à l'unité d'action de toutes les composantes du mouvement ouvrier, y compris la bureaucratie syndicale, pour les salaires, la libération des prisonniers et la récupération des organisations ouvrières.

Le front unique des partis bourgeois et du gouvernement

Il existe une autre raison pour laquelle la bureaucratie n'a pas appelé à la grève générale : contrairement à ce qui s'est passé sous Ongania avant mai 1969 et lorsque la CGT organisa la grève générale de 1975 qui renversa le fameux Lopez Rega et son plan contre-révolutionnaire (le "rodrigazo"), la bureaucratie syndicale péroniste ne trouve aucun relais politique d'opposition dans le gouvernement et parmi les partis politiques de la bourgeoisie. Ainsi, en 1975, il existait pratiquement un front embrassant les Forces armées, un secteur du péronisme lui-même avec la bureaucratie syndicale et le mouvement ouvrier, l'Eglise, le Parlement et la majeure partie des partis bourgeois. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. La bourgeoisie et ses partis politiques craignent le mouvement ouvrier argentin et ne veulent pas risquer de se trouver confrontés à de nouveaux "cordobazos" et "rodrigazos". C'est pourquoi elle préfère négocier les différences qui existent en son sein ou entre elle et les militaires. Dans la tourmente de la grève des cheminots et des autres luttes, la prudence fut donc de rigueur pour les politiciens bourgeois. Même les plus favorables à "l'ouver-

ture" comme Lanusse et Balbin prirent bien garde de ne pas faire de déclarations contre la dictature. Lorsque les journalistes interrogèrent Lanusse sur les grèves, il leur répondit : "Je ne possède pas assez d'éléments pour formuler un jugement. Je crois que les circonstances actuelles sont suffisamment complexes et délicates pour que quiconque n'a pas toutes les informations nécessaires s'abstienne d' émettre un jugement qui puisse gêner les autorités compétentes."

L'existence d'un tel front des militaires et de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier ne doit pas conduire à conclure qu'il n'y existe aucune friction ou divergence. En fait, la situation est plus contradictoire. Les progrès actuels de la résistance, fondamentalement provoquée par les revendications salariales, stimule l'opposition de la majorité des partis politiques et de la bourgeoisie nationale à Martinez de Hoz et à son plan. Ce plan porte en effet préjudice aux secteurs de la bourgeoisie liés au marché intérieur, c'est-à-dire 80% de la structure économique du pays. Les bas salaires ont provoqué une réduction importante de la consommation, en particulier dans le domaine de l'alimentation, du tabac, des textiles, de l'électro-ménager et de l'ameublement. En outre, la bourgeoisie nationale (industrielle et agricole) est touchée par les lourds impôts, les taux d'intérêts élevés du crédit bancaire à l'industrie, la suspensions des taxes à l'importation, etc. La politique actuelle de Martinez de Hoz ne favorise que les secteurs financiers, la grande banque nationale et étrangère, les gros exportateurs et les monopoles.

Pourtant, s'il est probable que va se poursuivre cette offensive contre le ministre de l'Economie, afin de l'éliminer et de modifier son plan, le problème numéro un pour la bourgeoisie reste politique : comment préparer une solution politique qui enraye ou canalise la montée ouvrière en cours? Ainsi s'explique également qu'augmentent les pressions en faveur d'une ouverture préventive souhaitée par une partie du gouvernement, les partis bourgeois et l'impérialisme.

La junte militaire et l'ouverture préventive

Le début de mise en place d'une ouverture préventive a également contribué à repousser la possibilité de la grève générale : le gouvernement de la junte militaire se garda bien de réprimer les grèves. Au contraire, il reconnut que les salaires étaient trop bas et que les grèves n'étaient pas "subversives". Il suffit d'imaginer ce qui serait arrivé si le gouvernement s'était lancé dans la répression de la grève des cheminots et des autres conflits. Face à une telle provocation, la bureaucratie syndicale se serait vue contrainte de lancer un appel à la grève générale. Il ne faut pas oublier que l'entrée baïonnette au canon, du Troisième corps d'infanterie dans l'usine Renault avait provoqué la grève de tous les secteurs de l'entreprise.

Faute de cette semi-insurrection le gouvernement peut se maintenir en équilibre. Cependant son instabilité demeure puisqu'il est soumis à un ensemble de pressions qui vont de la résistance ouvrière à la politique d'ouverture de l'impérialisme américain, en passant par les partis bourgeois et le patronat qui tient à préserver le marché intérieur. L'offensive ouvrière n'a pas encore fait vaciller le gouvernement et n'est pas parvenue à lui infliger des défaites politiques majeures telles que le démission de Martinez de Hoz ou d'autres ministres, contrairement à ce qui s'était passé en 1969, après le "cordobazo". Mais le discrédit de la dictature croît parmi les masses en même temps qu'elle s'affaiblit davantage.

De toute façon, la progression de l'ouverture préventive reste entravée par l'indécision prédominante dans l'armée. L'offensive actuelle des travailleurs encourage l'opposition naissante au sein du gouvernement lui-même. C'est ce qu'on put constater quand, au cours des luttes, il devint évident qu'un secteur de l'armée commençait à entrer en conflit avec Martinez de Hoz à propos des salaires, donnant ainsi, dans les faits sa caution aux revendications ouvrières. D'abord le ministre du Travail, le général Liendo, puis la Marine, dans son organe de presse officiel "Gaceta Marinera", critiquèrent la politique salariale et estimèrent "justifiées" les demandes d'augmentation.

Après la défaite de l'aile directement contre-révolutionnaire des Forces armées et avant la levée en masse du mouvement ouvrier, il est probable que les frictions et les chocs iront en augmentant dans les rangs du gouvernement à la recherche d'une solution politique, d'un plan (avec élections limitées, plébiscite ou une autre variante) permettant de canaliser le processus vers la prétendue "convergence militaro-civile". Lors de ces batailles, Massera – le commandant en chef de la Marine et son représentant à la junte – défendra son propre plan politique avec l'appui, entre autres, des secteurs de la bourgeoisie nationale favorables à une politique de développement économique basé sur l'extension du marché intérieur. Videla, pour sa part, tentera de convaincre la hiérarchie supérieure de l'armée de la nécessité de préparer un plan d' "ouverture" pour 1979, au plus tard.

Une issue «à l'espagnole»?

Quel est le résultat des grèves d'octobre-novembre ? Sommes-nous à la veille d'une étape prérévolutionnaire? Si la variante la plus probable pour l'avenir reste celle d'un changement du rapport des forces en faveur du mouvement de masse, il est évident, pour les raisons déjà exposées ici, que la grève héroïque des cheminots et des autres travailleurs du secteur public n'a pas abouti à des modifications qualitatives dans cette direction.

L'accord entre l'armée et les partis bourgeois ainsi que la pression exercée par la politique de Carter – de blocage des masses par les méthodes démocratiques bourgeoises et non exclusivement par la répression – vont ralentir le processus. La peur qu'ont suscité chez la bourgeoisie les grèves du secteur public l'a confortée dans l'idée qu'il valait mieux décider de la répartition du gâteau bourgeois autour d'une table de négociations. Le fait que le processus sera plus lent ne signifie pas que la poursuite de la résistance ne peut pas provoquer d'explosions sociales dans des villes ou des secteurs. Mais aujourd'hui Carter, Videla, les partis politiques – y compris le PC argentin – rêvent-ils d'une issue "à l'espagnole"?

C'est ce que semblait indiquer le ministre de l'Intérieur, le général Hargindeguy quand il disait que le processus argentin devrait "emprunter le chemin du centre, avec sa droite et sa gauche". En Espagne même et après avoir rencontré Suarez, l'amiral Massera – répétant apparemment l'idée exprimée par le ministre de l'Intérieur – déclara qu'en Argentine il existait une place politique pour tout le monde "sauf l'extrême-droite et la gauche insensée".

Mais les militaires et les partis bourgeois n'ont toujours pas de solution : Qui est le Suarez argentin? Les candidats ne manquent pas. L'amiral Massera se démène pour apparaître "présidenciable" en cherchant à gagner les faveurs des politiciens et des syndicalistes. Le chef de file d'un secteur de la bourgeoisie foncière, Jorge Aguado, a lancé un "mouvement d'opinion" qui se définit lui-même comme "libéral" et conforme aux principes du 24 mars 1976. Videla, avec son plan de "convergence militaro-civile", sera-t-il candidat? Lanusse est celui qui est le plus en pointe ; l'ex-président militaire qui organisa les élections de 1973 tentera de concrétiser son vieux projet d'être le candidat de "l'unité nationale", en obtenant le soutien des forces électorales les plus importantes de la bourgeoisie : le péronisme et l'Union civique radicale (UCR).

Tels sont les projets de la bourgeoisie mais le cours de la lutte de classe sera déterminé par d'autres éléments : il ne sera pas facile à la bourgeoisie argentine de répéter l'opération espagnole de Suarez. En Espagne, le prolétariat a vécu 40 ans sous le franquisme et, dans toute son histoire, n'a connu que 5 années de démocratie bourgeoise ; le régime possède donc une certaine marge de manœuvre pour instaurer le parlementarisme bourgeois. Par ailleurs, l'expérience espagnole se déroule dans une Europe où le parlementarisme n'est pas encore entré dans sa crise finale. Par contre, en Argentine, comme dans le reste de l'Amérique latine, les marges de manœuvres sont beaucoup plus restreintes. Dans les 40 dernières années, l'Argentine est passée par toutes les phases : gouvernement populiste, coup d'Etat militaire, gouvernement démocratique bourgeois. Le caractère de semi-colonie de l'Amérique latine empêche les bourgeoisies nationales de faire des concessions suffisantes pour leur permettre d'atteindre la stabilité relative des métropoles impérialistes. Dans le cas de l'Argentine, cette caractéristique structurelle des pays latino-américains se combine avec un facteur subjectif : l'absence d'un dirigeant du type de Péron qui puisse être utilisé comme solution de rechange bourgeoise. Sa mort, en 1974 accéléra le processus de crise, désormais en plein développement, du mouvement de masse nationaliste bourgeois le plus important d'Amérique latine : le péronisme.

Le panorama politique de la bourgeoisie est d'autant plus embrouillé qu'outre un Suarez, il lui manque aussi un Carrillo et un Gonzalez argentins. Les seuls candidats possibles pour l'instant sont les bureaucrates syndicaux péronistes. Mais leur crise actuelle, qui est celle du péronisme, leur permettra difficilement de jouer à l'avenir le rôle de trouble-fête et de traîtres qui est celui du PS et du PC en Espagne. Pendant 30 ans, la classe ouvrière d'Argentine est restée péroniste, l'expérience désastreuse du dernier gouvernement de Péron et d'Isabel a provoqué la désillusion des travailleurs. Ceci ne signifie pas, évidemment que le péronisme soit totalement liquidé mais il ne retrouvera plus sa nature de mouvement de masse telle que celui qui existait en 1973 et qui embrassait l'ensemble de la classe ouvrière, d'autant plus que Péron a disparu. La crise du péronisme combinée à la montée du mouvement de masse peut provoquer un important déplacement à gauche des travailleurs. Pourtant, on ne peut écarter d'autres possibilités. Irène Rodriguez, dirigeante du Parti socialiste des travailleurs d'Argentine, écrivait déjà dans "Inprecor" (n° 3 du 31 mars 1977) :

"La crise du péronisme, dans le cadre de la montée ouvrière, peut donner lieu à un phénomène nouveau. La bureaucratie syndicale, branche spécifique du péronisme, constitue presque un parti dans le parti ; il n'est donc pas exclu qu'elle décide de s'organiser en tant que telle, initiant la construction d'un parti travailliste. Si ce processus se réalise, il aura un aspect progressiste car il signifiera un pas en avant vers l'indépendance politique de la classe ouvrière et, en ce sens, il exigera que les révolutionnaires s'y engagent à fond."

Elle signalait aussi que : "Parmi les larges masses, l'apparition d'un fort parti socialiste, c'est-à-dire d'un parti ouvrier, sera un pas en avant considérable. En même temps qu'un progrès sur le chemin de l'indépendance vis-à-vis des partis bourgeois il aurait sur le parti travailliste l'avantage d'avancer une solution clairement politique, bien que réformiste. Il introduirait le débat le débat sur la nécessité du socialisme."

Face à toutes ces possibilités et aux manœuvres politiques que prépare la bourgeoisie conjointement aux militaires et à l'impérialisme, les révolutionnaires doivent se préparer à lutter pour l'indépendance politique des travailleurs, en impulsant la formation d'un parti ouvrier et socialiste, disposant d'une influence de masse.

La victoire de la grève des cheminots, des travailleurs du métro, des électriciens de Rosario et la vague de luttes passées ont renforcé le moral de la classe ouvrière argentine pour entreprendre de nouvelles luttes plus vigoureuses encore. Ces victoires ouvrières et la montée de la résistance ouvre la possibilité de briser dans l'œuf les tentatives d'ouverture politiqu non démocratique, limitée et entachée d'exclusives. Les progrès réalisés renforceront et stimuleront la lutte pour les salaires, qui reste essentielle, pour la récupération des organisations ouvrières (CGT, syndicats et commissions internes d'usines). Ils encourageront la lutte pour la libération des prisonniers politiques et pour l'information sur les personnes disparues, comme a commencé à le faire la Commission des parents de disparus lors de sa marche sur le Congrès, le 14 octobre.

La crise et la défaite de la dictature militaire en seront rapprochés. Ces luttes accéléreront aussi la tenue d'élections réellement libres et sans restrictions ainsi que la convocation d'une assemblée constituante.